

Gestion des transformations sociales

MOST

Documents de travail - n° 57

**Croissance industrielle dans les villes
petites et moyennes
et leur intégration verticale :
le cas de Gobindgarh Penjab, Inde**

par

Amitabh Kundu et Sutinder Bhatia



Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Le programme MOST

Le programme "Gestion des transformations sociales" - MOST - a été conçu par l'UNESCO pour favoriser la recherche comparative internationale en sciences sociales. Son objet premier est d'appuyer les recherches autonomes de grande envergure et de longue durée et d'en communiquer les conclusions et les données aux décideurs. MOST organise et soutient des recherches dans trois domaines hautement prioritaires :

- la gestion du changement dans les sociétés multiculturelles et multi-ethniques ;
- les villes, lieux de transformation sociale accélérée ;
- la gestion locale et régionale des transformations économiques, technologiques et environnementales.

La liste des Documents de travail MOST se trouvent à la fin de ce document.

Les idées et opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et n'engagent pas la responsabilité de l'UNESCO. Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

**Publié par le programme MOST
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15, France
<http://www.unesco.org/most>**

© UNESCO 2002

(SHS-2002/WS/1)

Croissance industrielle dans les villes petites et moyennes et leur intégration verticale : le cas de Godindgarh, Penjab, Inde

Amitabh Kundu et Sutinder Bhatia

Le fait que de nombreuses organisations nationales et internationales préconisent un nouveau système de gestion dans les pays en développement, fondé sur le principe de l'efficacité du marché et la restructuration du système institutionnel existant, pour stimuler le développement économique dans les villes, atteste souvent de l'indifférence à l'égard des facteurs socioculturels qui sous-tendent le processus de croissance autochtone. Implicitement, cela favorise le processus d'émergence de quelques villes d'importance mondiale, liées au marché national et international, souvent au détriment des villes petites et moyennes. Cela conduit aussi à négliger purement et simplement la vigueur des institutions existant au niveau local dans les villes plus petites, qui sont apparues progressivement au cours d'une longue période de temps, et qui soutiennent leur croissance démographique et économique. D'ailleurs, beaucoup de ces villes ont joué un rôle salubre dans le développement de leur économie régionale. Malheureusement, le potentiel de croissance de ces villes est méconnu ou sous-estimé dans la perspective actuelle de la mondialisation.

Cette étude s'attache à démontrer que le système de développement urbain fondé sur le marché, dépendant de quelques grandes métropoles, n'est pas nécessairement le seul paradigme de développement envisageable dans les pays du tiers monde. On peut élaborer une stratégie de développement urbain équilibré en prenant seulement en considération les expériences d'un grand nombre de villes petites et moyennes et leurs potentiels de croissance. En outre, il est important d'identifier les facteurs socioculturels qui caractérisent le processus de croissance de ces villes et de concevoir un système de soutien permettant de tirer pleinement avantage de ces facteurs ou de les renforcer. L'étude fait valoir qu'une stratégie de développement conçue pour tenir compte de ces facteurs ainsi que de la vigueur des institutions existant au niveau local peut vraiment créer un système urbain plus largement réparti dans le pays. Cela pourrait constituer une alternative au modèle mondial de développement industriel urbain fondée sur quelques grandes métropoles.

Malheureusement peu d'études transnationales ont été entreprises pour examiner l'incidence des politiques économiques libérales sur le schéma de développement urbain et pour en analyser les conséquences. Le manque d'importance accordé aux déséquilibres structurels de l'urbanisation et aux disparités des fondements socio-économiques des centres urbains de tailles différentes explique que l'on préconise un système de gouvernance uniforme comme solution pour la majorité des problèmes urbains dans les pays du tiers monde. En conséquence, la plupart des gouvernements nationaux ainsi que les organismes multinationaux de développement et de financement n'accordent pas une importance suffisante au potentiel de croissance des villes plus petites, dans la conception de leur stratégie de développement.

Compte tenu de ce qui précède, la présente étude souligne qu'en Inde, un certain nombre de villes petites ou moyennes ont enregistré une forte croissance économique au cours de ces dernières années, en dépit du fait qu'elles n'ont pas reçu de soutien des organismes publics. L'étude fait valoir que les facteurs socioculturels sont extrêmement importants pour le développement des villes petites et moyennes, même quand l'économie de marché joue un rôle dominant dans la détermination de la structure spatiale du développement. Une petite ville de l'Inde occidentale, Mandi Gobindgarh, située dans l'Etat du Penjab, a été choisie pour mener cette étude de cas. Le choix de cette ville a été guidé par la constatation du fait qu'elle ne bénéficie d'aucun avantage

particulier sur le plan gouvernemental, géographique ou autre. Le laminage de l'acier et les industries connexes y sont si développés qu'on l'appelle la Cité de l'acier de l'Inde occidentale. On s'est efforcé ici d'identifier les facteurs sociaux et culturels qui lui confèrent son caractère distinctif, et qui permettent d'expliquer sa croissance économique et démographique. L'objectif consiste à tirer des leçons de l'expérience de Gobindgarh et à parvenir à des conclusions générales susceptibles de contribuer au développement futur de beaucoup d'autres villes semblables et de mettre au point un cadre de référence pour un développement urbain équilibré dans le pays.

***M. Amitabh Kundu** est professeur d'économie à la Jawaharlal Nehru University, New Delhi, Inde, où il enseigne depuis 30 ans. Il a été professeur invité et chercheur de haut niveau dans plusieurs universités d'Europe et d'Amérique et consultant auprès de la Banque mondiale, de l'UNESCO (Division du patrimoine physique), du BIT et du Gouvernement des Pays-Bas. Parmi ses récentes publications, on peut citer "Urban Informal Sector" (BIT), "In the Name of Urban Poor" (Sage), "Inequality, Mobility and Urbanisation: China and India" (édition Manak) et "Poverty and Vulnerability in a Globalising Metropolis: Ahmedabad" (édition Manak).*

***Mme Sutinder Bhatia** est maître de conférences au Département d'économie de l'Institut Khalsa d'études universitaires supérieures de troisième cycle (cours du soir) de l'Université de Delhi. Elle y enseigne depuis 24 ans. Sa thèse de doctorat sur les questions économiques relatives à l'aciérie de Bokaro ("Economic Aspects of Bokaro Steel Plant") a été publiée sous forme de livre et est considérée comme une contribution importante sur le sujet.*

Les auteurs remercient Bal Paritosh Dash et Sohail Firdos qui ont contribué à l'analyse des données et à la préparation du rapport.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Introduction	1
1. Les villes petites et moyennes en Inde dans le nouveau système de gouvernance.....	3
2. Croissance des villes petites et moyennes et répartition des industries au Penjab	5
3. Gobindgarh dans son contexte historique et régional	9
4. Fonctionnement des activités liées à la sidérurgie à Gobindgarh.....	17
5. Fournitures d'équipements de base, infrastructure et gouvernance municipale à Gobindgarh.....	27
6. Conclusions générales.....	36
Bibliographie	40

Introduction

Dans de nombreux pays moins développés, la croissance urbaine industrielle qui s'est faite dans le cadre des programmes de libéralisation économique, a été marquée par une concentration régionale. Dans un régime libéralisé, on assiste à l'émergence de quelques très grands centres seulement, qui attirent la plus grande part de l'infrastructure et de l'investissement industriel. La plupart des nouvelles unités de production recherchent des sites aux alentours des grandes métropoles pour des raisons de rentabilité et de commodité sur le plan administratif. Les considérations liées à la profitabilité commerciale et à l'efficacité administrative n'incitent pas les entreprises multinationales ni le secteur des entreprises autochtones à investir dans les villes petites et moyennes.

De nombreux gouvernements des pays en développement essaient de créer quelques "centres mondiaux du futur", en vue d'attirer des investissements locaux et internationaux. Dans des sites sélectionnés, on attribue des terrains aux entreprises industrielles et commerciales grâce à des interventions gouvernementales et à la stimulation du marché foncier. On prend des mesures pour faciliter des changements dans l'affectation des terrains en simplifiant les procédures juridiques et administratives et en encourageant le marché à repousser les activités "peu rentables" loin du centre de la ville¹. On recommande comme solution à la plupart des problèmes urbains une gestion efficace et l'amélioration de l'administration.

C'est dans cette perspective qu'en Inde une grande partie des planificateurs et des décideurs a fait valoir qu'il n'existait aucun problème urbain grave que ne puissent résoudre des méthodes de gestion appropriées. Il suffirait donc de restructurer l'administration afin de pouvoir mettre en oeuvre des "modules types de réforme". La réduction de l'intervention du système public, le développement du marché des capitaux pour la mobilisation des ressources, la simplification du système législatif afin de faciliter les changements d'affectation des terrains et le déplacement des activités économiques sont recommandés comme des mesures correctives (Banque mondiale, 1995, Groupe d'experts sur la commercialisation des infrastructures, 1996, Banque mondiale, 1998).

Les méthodes de gestion qui sont recommandées sont souvent fondées sur le postulat que les centres urbains ont des caractéristiques semblables dans tout le pays. Les problèmes urbains sont attribués à l'inefficacité de la gouvernance et aux imperfections de la main-d'oeuvre et des marchés de capitaux imputables aux contrôles administratifs et aux programmes gouvernementaux. C'est pourquoi les solutions ne tiennent pas compte des différences des structures sociales et économiques des grandes et des petites villes.

On assiste à l'apparition d'un courant d'opinion puissant, en particulier dans les grandes villes, qui préconise la mise en oeuvre énergique de nouvelles méthodes de gestion. Il est en faveur de la suppression de toutes les restrictions sur l'attribution des terrains, l'élaboration de lois et d'arrêtés, et d'une indépendance relative du gouvernement de la ville à l'égard des contrôles existants au niveau de l'Etat et au niveau central. Ce nouveau système de gouvernance prévoit que les décisions concernant la localisation des industries, le changement d'affectation des terrains, etc., doivent être prises aussi rapidement que possible au niveau local. La décentralisation des responsabilités pour la planification du développement que l'on cherche à introduire en Inde par le 74^e amendement à la Constitution, aide ce groupe de pression à renforcer les pouvoirs des gouvernements locaux des grandes villes qui disposent d'assises économiques relativement fortes. Des efforts sont aussi

¹ Les groupes sociaux à bas revenu et les quartiers pauvres sont les cibles évidentes des transferts vers la périphérie. Le déplacement est organisé par les gouvernements locaux ou des Etats, souvent directement par l'expulsion des habitants des taudis, des colporteurs, des sans-logis, etc. Parfois, c'est indirectement et discrètement par des plans d'amélioration des logements, dans le cadre de projets de "réhabilitation" en dehors des limites de la ville.

déployés pour développer les marchés de capitaux afin que les organismes locaux puissent mobiliser des ressources en émettant des obligations et d'autres instruments de crédit. Cette stratégie, qui est rendue opérationnelle avec l'appui d'intermédiaires financiers, y compris d'organismes d'évaluation de la solidité financière ne permet qu'aux villes importantes disposant d'une base économique solide de mobiliser des ressources (Kundu *et al.*, 1999).

Beaucoup d'organismes internationaux engagés dans des activités concernant le secteur urbain des pays en développement se sont montrés très critiques des structures sociales et institutionnelles existantes, censées avoir des effets négatifs sur le fonctionnement du système économique. Ils font valoir que la seule façon de bénéficier de la mondialisation consiste à démanteler ces structures qui sont une entrave au développement des activités économiques et de créer de nouvelles valeurs et de nouvelles institutions susceptibles de soutenir un système de mobilisation des ressources et des investissements fondé sur le marché. Pour appuyer ce point de vue, on cite des études qui suggèrent que les pays ayant un système de valeur semblable à celui de l'Amérique du Nord et des pays d'Europe occidentale tirent plus d'avantages du processus de mondialisation.

L'enthousiasme que suscite cette batterie de mesures au sein des organisations tant internationale que nationale explique que les problèmes posés par la hiérarchie des zones urbaines ne suscitent pas une attention suffisante de la part des chercheurs. Naturellement, compte tenu de la disparité des atouts économiques des petites et des grandes villes ainsi que de leurs capacités inégales d'accès au marché des capitaux et aux organismes publics, cette orientation favorable à la libéralisation permettrait aux villes plus importantes de tirer plus d'avantages du système. L'indifférence de la communauté des chercheurs à l'égard des problèmes relatifs à l'organisation urbaine contribue donc à institutionnaliser l'inégalité existante et à accentuer les déséquilibres régionaux. De plus, cela renforce les préjugés contre les villes petites et moyennes dans les pays en développement.

Cette étude comprend six sections distinctes. La première analyse le processus de croissance, le tissu économique et le niveau des équipements collectifs de base dans les villes petites et moyennes du pays dans une perspective comparative et met en lumière les préjugés qui existent à leur endroit dans le contexte contemporain de développement. Elle étudie ensuite les changements de politique qui sont intervenus au cours de ces dernières années et examine la question de savoir si les problèmes rencontrés par ces villes pourraient être aggravés dans la phase de postlibéralisation. La deuxième partie examine la dynamique de la croissance dans les villes petites et moyennes du Penjab, en identifiant les facteurs socio-économiques qui sous-tendent leur développement industriel urbain relativement équilibré. La troisième partie présente un panorama général du profil de croissance de Gobindgarh en l'inscrivant dans une perspective historique et régionale. Les aspects économiques des usines de laminage, les problèmes associés à leur mise en place, leur mode d'organisation, d'approvisionnement et la commercialisation des produits finis par un réseau d'intermédiaires sont analysés dans la quatrième partie. La partie suivante est axée sur la gouvernance locale et examine dans quelle mesure les aménagements mis en place par le Comité municipal (Municipal Committee), expliquent la profitabilité et la croissance des entreprises de la ville. La sixième et dernière partie résume les conclusions, en mettant en lumière les facteurs qui sous-tendent le succès des entreprises industrielles et la croissance de Gobindgarh. Elle formule aussi quelques recommandations de caractère général, et suggère des perspectives de développement visant à favoriser la croissance des villes petites et moyennes, ainsi qu'un développement urbain équilibré en Inde.

1. Les villes petites et moyennes en Inde dans le nouveau système de gouvernance

Les nouvelles perspectives de développement et les méthodes de gestion préconisées pour le développement urbain en Inde ne tiennent pas compte des graves déséquilibres de la hiérarchie urbaine et de la distribution spatiale des activités économiques. Une analyse de la répartition de la population urbaine et de la croissance des villes en fonction de leur grandeur, en les classant par catégories², fait apparaître que la répartition démographique dans les différentes zones de peuplement est devenue très déséquilibrée au fil des années (Kundu, 1994). La proportion des centres urbains de catégorie I, dont la population est de 100.000 habitants ou plus (ci-après dites grandes villes), a augmenté de façon significative, de 26 % en 1901 à 65 % en 1991. En conséquence, la proportion des villes des catégories IV, V et VI, dont la population est inférieure à 20.000 habitants, a considérablement diminué, passant de 47 à 10 %.

Les changements enregistrés dans la hiérarchie des établissements humains s'expliquent tout d'abord par le fait que des villes des catégories inférieures sont passées à un niveau plus élevé en raison de la croissance naturelle de leur population. Mais, malheureusement, on n'a pas assisté à un accroissement correspondant du nombre de centres urbains, en particulier dans les catégories inférieures, par la transformation des zones de peuplement rurales. Au cours de la période allant de 1901 à 1991, la population urbaine en Inde a été multipliée par huit, alors que le nombre de centres urbains n'a que doublé. En fait, l'absence d'un processus de transformation des gros bourgs en petites villes, par la croissance des activités industrielles et tertiaires, constitue le problème majeur de l'urbanisation en Inde (Kundu, 1994).

Les villes dont la population est supérieure à 100.000 habitants ont une large proportion de leur main-d'oeuvre employée dans les industries de transformation par comparaison avec les autres centres urbains. Comme elles sont liées à l'économie nationale ou mondiale, elles connaissent généralement une croissance démographique élevée et stable³. Les investissements se sont concentrés dans les grandes villes, particulièrement au cours de ces dernières décennies. Les villes petites et moyennes, en revanche, ont une croissance faible et irrégulière, qui s'explique par la faiblesse et l'instabilité de leur tissu économique ainsi que par leur incapacité à attirer des investissements privés à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. L'instabilité de leur tissu économique se traduit aussi par d'importantes fluctuations/variations de leur croissance démographique dans l'ensemble des régions, comme il apparaît ci-après (Kundu, 1983). En conséquence, la structure urbaine apparaît très chargée au sommet.

En Inde, la population des villes petites et moyennes, en particulier celles dont la population est inférieure à 50.000 habitants, a des revenus par tête faibles en raison du manque de perspectives d'emplois dans les entreprises, de la faiblesse des activités dans le secteur secondaire et de la croissance de l'emploi dans le secteur tertiaire imputable à la pauvreté. Il ressort des données statistiques nationales (NSS) que la pauvreté est très répandue dans ces villes par comparaison avec les métropoles ou les autres villes. Le pourcentage de la population au-dessous du seuil de pauvreté s'accroît systématiquement à mesure que l'on descend dans l'ordre des catégories (Dubey et

² En Inde, le recensement de la population classe les établissements urbains en six catégories définies par les chiffres ci-après :

Population	Catégorie
100.000 et plus	Catégorie I
50.000 à 100.000	Catégorie II
20.000 à 50.000	Catégorie III
10.000 à 20.000	Catégorie IV
5.000 à 10.000	Catégorie V
Moins de 5.000	Catégorie VI

³ Il convient de noter que les villes de la catégorie I ont enregistré un taux de croissance annuel moyen de 3 % au cours de la période 1981-1991, plus élevé que celui des villes plus petites.

Gangopadhyay, 1999). De ce fait, de nombreuses villes petites et moyennes ne sont pas en mesure de se procurer les fonds nécessaires à l'installation des services municipaux pour toutes les couches sociales et de renforcer leur tissu économique. Le pourcentage des ménages n'ayant pas accès aux commodités de base telles que l'eau potable, les toilettes et l'électricité y est très élevé et le chiffre diminue quand s'accroît la taille des centres urbains (Kundu *et al.*, 1999).

On peut démontrer que les grandes villes ont des assises financières plus solides et peuvent entreprendre des travaux publics ainsi que des projets d'infrastructure sociale par elles-mêmes, ce qui n'est pas le cas des petites villes. Avec le déclin de l'assistance fournie au niveau national ou des Etats au cours de ces dernières années, il n'est pas surprenant que la plupart de ces petites villes ne puissent faire des investissements pour améliorer l'infrastructure et les services de base. Cela a aggravé les problèmes causés par l'insuffisance de leurs services de première nécessité.

Les chercheurs ont fait remarquer que les grandes villes connaissent une croissance démographique plus élevée et stable car beaucoup d'entre elles sont reliées au marché national et parfois international (Nagraj, 1987, Kundu, 1983 et Bhalla et Kundu, 1982). En revanche, dans les villes plus petites, qui sont surtout ancrées dans l'économie régionale, la croissance démographique a tendance à être faible et fluctuante en fonction des périodes et des régions. Sur la base de ces observations, on peut suggérer qu'il existe en Inde une structure urbaine duelle, avec de grandes villes intégrées au système existant à plus grande échelle et qui partagent la dynamique de croissance au niveau macro-économique, contrairement aux villes moins importantes.

En Inde, avec la libéralisation économique, le développement a été préjudiciable aux villes petites et moyennes du pays. Leur tissu économique semble s'être étiolé au fil des années. La plupart d'entre elles n'ont pas réussi à moderniser ni même à entretenir leurs services de base du fait que le secteur privé n'est pas disposé à s'engager dans des activités peu profitables et que les investissements publics sont en diminution. Cela a souvent conduit à d'importantes disparités du point de vue des perspectives économiques, de la densité démographique, de la qualité de la vie, etc., entre les différentes catégories d'établissements humains.

On constate que les organismes locaux des petites villes ont une faible capacité de générer des revenus. Il est important de noter que le 74^e amendement à la Constitution pourrait rendre les organismes municipaux de plus en plus dépendants de leurs propres recettes, fiscales et non fiscales. En conséquence, la disparité du niveau des services et de l'infrastructure économique entre villes de catégories différentes risque de s'aggraver. Cela pourrait avoir des répercussions négatives sur le niveau des services de base dans ces villes et sur leur capacité d'absorber la croissance future de la population ou d'attirer de nouvelles activités économiques.

Il est surprenant de constater qu'une grande partie des discussions politiques et de débats médiatiques actuels concernant les problèmes des quartiers pauvres et leurs manques d'aménagements à usage collectif se limitent à quelques grandes villes. Le fait que l'on accorde une plus grande attention à ces villes dans les politiques et les programmes de lutte contre la pauvreté et d'aménagements collectifs s'explique peut-être par l'importance des intérêts en jeu dans ces grandes villes. Ces métropoles ont une plus grande visibilité et se trouvent donc sélectionnées pour l'installation de commodités dans les quartiers pauvres et les programmes de lutte contre la pauvreté par les organismes internationaux et nationaux. En outre, il est devenu plus facile de traiter le problème d'un très grand nombre de ménages pauvres en termes absolus si l'on choisit de grandes villes au titre de ces programmes.

A une époque où l'obtention de fonds d'investissements auprès du secteur privé ou du marché des capitaux est devenu un facteur déterminant, l'option qui consiste à élaborer un projet en consultant formellement ou informellement les "parties prenantes" apparaît comme une solution

facile. En fait, cela signifie que le secteur privé des entreprises s'attribue une partie des responsabilités du développement, à travers la médiation des institutions financières. Les gouvernements locaux des grandes villes trouvent difficile de résister à cette option. En conséquence, ils attirent des capitaux tant nationaux qu'internationaux et enregistrent un taux de croissance démographique élevé. Malheureusement, les villes petites et moyennes ne paraissent guère devoir profiter de ce processus (Kundu, 2000). La croissance économique et démographique en Inde va donc probablement se concentrer dans - et autour de - 50 à 60 grandes métropoles de quelque un million d'habitants ou plus. Cela alourdira considérablement la structure urbaine au sommet au cours des années futures. Il est important de noter que le nouveau système de gouvernance et de planification urbaines, recommandé par plusieurs organismes internationaux et largement accepté par les planificateurs indiens, envisage l'intervention de l'Etat. De fait, si les organismes publics interviennent sur le marché comme modérateurs en corrigeant ses imperfections et en protégeant les acteurs des dysfonctionnements du marché, le scénario ci-dessus pourrait se mettre en place, et peut-être plus facilement.

2. Croissance des villes petites et moyennes et répartition des industries au Penjab

La structure actuelle de l'urbanisation au Penjab doit être replacée dans le contexte historique de sa croissance. L'Etat a connu une redistribution démographique importante au cours de la période coloniale en raison de contraintes politiques. Même après l'indépendance, il a connu trois phases de recomposition démographique : (a) remplacement d'un grand nombre de musulmans par des non-musulmans au moment de la partition en 1947 ; (b) redistribution de la population de 1947 à 1966, surtout en raison de la diffusion des équipements d'irrigation et du défrichement de nouvelles terres agricoles ; et (c) confinement territorial de la population par des contrôles de l'émigration paysanne depuis sa réorganisation en 1966. Tout cela a rendu l'Etat démographiquement plus homogène, en donnant une majorité à la population sikh. En outre, les disparités régionales de la densité démographique se sont réduites au cours de la période qui a suivi l'indépendance, atténuant l'écart démographique entre les parties du Penjab qui étaient autrefois administrées par les Britanniques et celles qui étaient gouvernées par les familles princières (Gopal Krishan, 1998).

Il est évident que la redistribution démographique dans l'Etat a été fortement influencée par les changements politiques, qui se sont traduits pas une réorganisation territoriale et des changements technologiques - en autorisant une exploitation plus importante des terres et des ressources en eau. Cela a conduit à un système dynamique d'interdépendances conduisant à un plus haut niveau de productivité agricole, une industrialisation fondée sur l'agriculture et un schéma équilibré d'urbanisation au cours des deux premières décennies après l'indépendance.

La structure urbaine du Penjab héritée de la période coloniale a pourtant été relativement équilibrée par comparaison avec celle d'autres Etats. Elle l'est demeurée jusqu'aux années 1970 en raison des politiques susmentionnées. Le pourcentage de la population des villes de la catégorie I représentait seulement un tiers de la population urbaine totale en 1951. Les villes de taille moyenne - dont la population était de 50.000 à 100.000 habitants - et les petites villes - avec une population inférieure à 50.000 habitants - totalisaient aussi un tiers de la population totale (Bhalla et Kundu, 1982). Le schéma d'organisation équilibré du Penjab ressort aussi du fait que la distance moyenne entre les villes est seulement de 22 km, ce qui est le chiffre le plus bas de tous les Etats. C'est un meilleur chiffre que la moyenne nationale, qui est de 31 km.

L'équilibre de la structure urbaine a souvent été attribué au fait que l'agriculture a constitué la principale impulsion du développement enregistré depuis le début du siècle. En outre, la Révolution verte des années 1960 a donné un coup de fouet aux activités agro-alimentaires au Penjab. Cela a entraîné un accroissement de la demande de matériels agricoles et l'implantation consécutive d'un certain nombre d'industries mécaniques. La prospérité économique de la population a aussi conduit

à des investissements dans des logements et des équipements collectifs, qui ont suscité l'accroissement de la demande d'acier et de matériels techniques dans les activités liées à la construction. On peut faire valoir que, lorsque les centres urbains apparaissent pour répondre aux besoins économiques d'une économie agraire, leur espacement a tendance à être plus régulier. C'est parce que la demande en services agricoles et en équipements urbains correspond aux capacités excédentaires d'achat, qui sont elle-mêmes dépendantes de la région cultivée (Bhalla et Kundu, 1982).

En Inde, dans la période qui a suivi l'indépendance, le taux de croissance démographique des grandes villes a généralement été plus élevé que celui des villes petites et moyennes. C'est une tendance qui a été observée dans la plupart des pays développés. Or ce n'est pas le cas du Penjab. Ici, le taux de croissance démographique exponentiel annuel des villes ayant une population de 50.000 à 100.000 habitants a été de 3,6 % de 1971 à 1981, c'est-à-dire plus élevé que celui des grandes villes. Les petites villes, dont la population est de 5.000 à 10.000 habitants ont enregistré un taux de croissance égal à celui des grandes villes de la catégorie I, c'est-à-dire 3,3 %. La croissance de l'agriculture et des industries agro-alimentaires, établies en raison des effets d'entraînement de l'offre et de la demande, ont entraîné l'apparition et la croissance de petites villes. En conséquence, le schéma d'urbanisation n'est pas surchargé au sommet, comme c'est le cas dans l'ensemble du pays.

La croissance des petites et moyennes industries au Penjab au cours de la période qui a fait suite à l'indépendance est caractérisée par un schéma régional particulier. Le facteur déterminant dans ce processus de croissance fut la constitution d'un couloir urbain industriel le long des autoroutes de Ludhiana, Jalandhar et Amritsar. Outre la croissance des villes petites et moyennes tout au long du corridor, les unités industrielles ont eu tendance à se concentrer dans les districts occidentaux de Ludhiana, Jalandhar et Amritsar, représentant plus de 60 % des industries de transformation répertoriées.

Toutefois, ce couloir industriel occidental s'étend aussi un peu vers l'est du Penjab le long de l'axe principal (Grand Trunk ou GT) qui relie Ludhiana à Delhi. De nombreuses villes situées dans ce corridor sont spécialisées dans l'industrie du fer. Le fait qu'elles soient situées à l'est s'explique en partie par la proximité de Delhi et d'autres centres générateurs d'offre et de demande du pays. De plus, les matières premières utilisées pour cette industrie étant lourdes, il peut être plus rentable d'implanter ces unités plus près de Delhi.

L'Etat a donc connu une croissance impressionnante d'activités industrielles, qui se sont répandues des deux côtés du grand axe reliant Delhi à Amritsar (GT) au cours des années 1950, 1960 et 1970. Cela a commencé avec le marché aux céréales de la ville de Samalkha (actuellement située dans l'Etat de l'Haryana, à quelque 70 kilomètres de Delhi) et plusieurs villes ont connu l'implantation d'un certain nombre de fonderies de fer. Non seulement ces fonderies ont alimenté les industries situées dans cette région, notamment les fabriques de cycles de Sonapat et des unités de fabrication de tubes en acier (maintenant fermées) de Gannaur, mais aussi d'autres industries mécaniques qui se sont implantées dans les environs. Plus à l'ouest, la ville de Karnal est devenue un pôle de la Révolution blanche⁴ et Panipat est devenu un centre de tissage artisanal. Un certain nombre de fabriques d'instruments scientifiques liées aux autres industries de la région se sont implantées à Ambala. De même, plusieurs fabriques de tuyaux en acier et fonderies ont été établies à Rajpura, à proximité du marché aux céréales de Khanna. Sarhind se fit connaître pour la fabrication de pièces détachées pour les camions. Ludhiana devint un centre de fabrication de

⁴ Le Penjab a connu une augmentation importante de la production de lait ainsi que des cultures vivrières au cours des années 1960 et 1970. Ces deux phénomènes ont souvent été décrits respectivement comme la Révolution blanche et la Révolution verte.

bicyclettes, de bonneterie et de produits de sports, établi en grande partie par des entrepreneurs immigrés de Sialkot (Pakistan) juste avant la partition. La ville-frontière de Amritsar vit l'installation d'un grand nombre d'usines de fabrication de vêtements en laine et la communauté voisine de Batala devint un centre de fonderies de fonte. Tout cela transforma le Penjab en région dynamique sur le plan économique, avec des industries situées non seulement dans les grandes villes mais aussi dans un certain nombre de villes, petites et moyennes (Gopal Krishan, 1997).

Les activités de relaminage de l'acier furent stimulées dans les années 1970 par l'expansion du marché en dehors de l'Etat du Penjab. De même, l'appui apporté par le gouvernement avec l'égalisation du fret (pour l'entrée des matières premières et leur renvoi en tant que produits finis), car il n'y a pas de restriction à la création d'unités de production en matière de laminage, etc., favorisa les unités de fabrication du Penjab. Elles purent s'engager dans de nouvelles lignes de production, telles que lingots, fonderies, matériel de laminage, machines-outils et pièces détachées pour cycles, en plus d'une grande variété de produits de relaminage tels que barres, produits plats, ronds, cornières, carrés, barres en U et profilés, sans devoir faire face à des tracasseries bureaucratiques. Ils purent donc répondre aux besoins diversifiés des fabricants de machines de différentes villes dans tout le pays.

Toutefois, les années 1980 furent marquées par un changement important. On a appelé ces dix années la "décennie perdue" ou "la période des occasions manquées" pour le Penjab. C'est exact, dans une large mesure, car la croissance économique fut fortement perturbée par le contexte politique imputable au terrorisme, en raison duquel l'Etat se trouva dans une situation de non-gouvernance. Le développement de l'agriculture et de l'ensemble de l'économie rurale fut faible et on enregistra une émigration importante de la population hindoue qui quitta les zones rurales dans les régions perturbées. Curieusement, cela ne conduisit pas à une explosion de la croissance urbaine de l'Etat. Cela est principalement dû au fait que beaucoup d'Hindous choisirent en fait de quitter l'Etat, au moins temporairement⁵. Cela a fait diminuer la proportion de la population hindoue par rapport aux Sikhs dans plusieurs centres urbains. Dans le district de Patiala, par exemple, au cours de la période 1981-1991, la population sikh a augmenté de 33,6 % tandis que la population hindoue s'accroissait seulement de 3,4 %. Beaucoup de petites villes ont enregistré un ralentissement de leur croissance démographique au cours des années 1980 par rapport à la décennie précédente, car elles étaient considérées comme moins sûres que les grandes villes. En conséquence, la croissance démographique des grandes villes a été plus élevée que celle des autres catégories d'agglomération au cours des années 1980. C'est pourquoi la proportion des villes de la catégorie I a fortement augmenté, de 46 % à 54 % au cours de la période 1981-1991.

La domination des grandes villes dans l'Etat du Penjab constitue un phénomène récent, qui peut aussi être attribué au fait que l'impulsion de la croissance est passée de l'agriculture à l'industrie. On ne peut pas nier que les années 1980 ont été caractérisées par un processus de concentration spatiale des activités industrielles urbaines. La déclassification de 19 villes, qui a conduit à un déclin du nombre total de centres urbains dans l'Etat au cours des années 1980, est aussi un signe du changement de la configuration spatiale, la croissance urbaine ayant évolué de la dispersion vers la concentration.

Le changement du schéma de la croissance urbaine au cours de ces dernières années se comprend mieux dans le contexte de la composition sectorielle de l'économie de l'Etat. La contribution des industries manufacturières au produit intérieur brut au cours des années 1980 a été inférieure à la moyenne nationale. Cela peut toutefois s'expliquer partiellement par la croissance rapide de l'agriculture au cours des années 1960 et 1970. Mais, en dépit de l'instabilité

⁵ Au cours de la période 1981-1991, la population sikh augmenta de 25,2 % tandis que la population hindoue s'accrut de 12,7 %. Cela correspond à un apport migratoire de Sikhs et une émigration des Hindous.

sociopolitique, la croissance industrielle au Penjab au cours des années 1980 et 1990 a été bien supérieure à la moyenne nationale. En se fondant sur des indicateurs tels que le nombre d'usines répertoriées, de travailleurs qui y sont employés, la part dans la valeur totale de la production industrielle, etc., on peut considérer que le Penjab a été l'un des Etats les plus hautement industrialisés du pays au cours des années 1990. Cette industrialisation rapide est impressionnante, en particulier si l'on considère qu'il est éloigné des gisements de pétrole, de charbon et de fer de l'Inde. Naturellement, la croissance urbaine et sa structure au cours de ces dernières années a été déterminée par les exigences de l'économie industrielle. L'incidence de cette croissance industrielle sur la hiérarchie des centres urbains et le schéma spatial de la croissance est significatif et clairement perceptible. Encore plus distinctement depuis que la deuxième phase de la Révolution industrielle semble s'essouffler.

En dépit de la plus forte croissance démographique des villes de la catégorie I, leur part dans la population européenne totale en 1991 était encore bien inférieure à la moyenne nationale de 65 %. Les autres Etats développés comme le Maharashtra et le Bengale occidental avaient quelque 80 % de leur population urbaine dans ces villes. La proportion des villes ayant une population de 50.000 à 100.000 habitants s'est accrue de 14 % à 20 % au cours de la période 1981-1991. C'est seulement pour les villes de moins de 50.000 habitants que le pourcentage a diminué de 39 % à 26 %. Et pourtant c'est un chiffre supérieur au pourcentage national de 24 %. La concentration des industries dans la région occidentale a légèrement baissé au cours des deux décennies, en partie en raison des facteurs sociopolitiques susmentionnés. La part des industries, même dans les districts de l'Est comme le Patiala, qui occupe le cinquième rang de tous les districts du point de vue de l'industrialisation, et où se trouve Gobindgarh, la ville choisie pour cette analyse au niveau micro-économique, a baissé au cours de cette dernière décennie. Gobindgarh a aussi connu une baisse de sa croissance démographique, dont le taux a chuté du pourcentage record de 10 %, enregistré dans les années 1970, à 4 % dans les années 1980. C'est toutefois supérieur au taux de croissance des villes petites et moyennes de l'Etat, qui a baissé de 3 % à 2,6 %.

Il est important de noter que la croissance démographique et économique des villes axées sur l'industrie de l'acier au Penjab a bénéficié d'une forte impulsion grâce à la politique gouvernementale de l'Inde visant à rendre les produits de l'acier disponibles aux producteurs des régions lointaines à des prix uniformes au cours de la période qui a suivi l'indépendance. Cela a aidé les unités de production situées loin des usines sidérurgiques intégrées car, en vertu de cette politique, c'est le gouvernement qui prenait en charge une partie du fret. Les unités de production du Penjab ont donc bénéficié *de facto* de subsides réduisant le coût du transport, qui représentait jusqu'à 10 % du prix de l'acier.

La ville de Gobindgarh a été l'un des principaux bénéficiaires de cette politique car la production de l'acier y est devenue très rentable. En conséquence, les laminoirs augmentèrent en nombre et en capacité au cours des trois premières décennies qui ont suivi l'indépendance. Cette tendance se poursuivit au cours des années 1980, en dépit de l'instabilité de la situation politique dans l'Etat. Son fort taux de croissance démographique, même comparé à celui d'autres villes de l'acier comme Batala ou Rajpura, au cours de la période 1981-1991, atteste de la vigueur de son économie.

A la suite de la suppression du contrôle du prix de l'acier en 1992, le système d'égalisation du prix du fret, applicable dans tout le pays aux produits de l'acier, fut partiellement supprimé par le gouvernement. Le prix maximum applicable au fret fut fixé au coût équivalant à la distance de 750 kilomètres. Cela conduisit à augmenter le coût du fret pour les entrées d'acier à destination des industries situées à une distance de plus de 750 kilomètres du principal centre de production. De même, pour les industries situées près des usines sidérurgiques intégrées, en particulier dans l'est et

le centre de l'Inde, le coût du fret pour l'expédition des produits finis en acier augmenta substantiellement.

Toutefois, l'analyse des données relatives à la consommation d'acier dans le pays au cours de la période allant de 1985-1986 à 1998-1999 suggère que la part du secteur secondaire, qui comprend les unités autres que les usines intégrées, a continué de s'accroître (tableau 2.1). Cela implique qu'en dépit d'un rétrécissement des marges bénéficiaires des unités situées loin des usines sidérurgiques intégrées, qui sont engagées dans la production de sous-produits de l'acier, beaucoup ont pu continuer à fonctionner et même à développer leurs activités. Naturellement, la croissance des unités de production et la capacité des laminoirs situés à Gobindgarh ont été aussi enrayées par la réduction des marges bénéficiaires résultant de la suppression de la politique d'égalisation des prix. L'incidence négative des mesures macro-économiques sur cette ville ressort des données de l'étude. Il est néanmoins utile de noter que la plupart des unités de production ont résisté et sont parvenues à surmonter les problèmes associés à ces changements de politique au niveau macro-économique en réorganisant leur processus de production et en obtenant une partie de leur approvisionnement au sein même de la ville. En conséquence, l'offre en "lingots-crayons" (petits lingots format billettes) et en ferraille recyclable des unités de Gobindgarh augmenta considérablement, comme il est exposé dans les sections ci-après. On vit même apparaître quelques nouvelles usines tandis que plusieurs anciennes unités réussissaient à accroître leur niveau de production.

Tableau 2.1 - Consommation d'acier totale (y compris importations) et part en pourcentage du secteur secondaire (figurant entre parenthèses) en Inde (pour 1.000 tonnes)

Année	Produits non plats	Plats	Total des produits finis en acier
1985-1986	6.238 (57)	3.809 (2)	10.047 (36)
1990-1991	8.659 (70)	6.416 (20)	15.075 (49)
1992-1993	8.523 (65)	69.289 (21)	15.451 (45)
1994-1995	9.812	9.156	18.968 (48)
1995-1996	10.112	11.288	21.400 (52)
1996-1997	10.758	12.136	22.894 (51)
1997-1998	11.067	12.080	21.347 (52)
1998-1999	11.704 (61)	11.438 (38)	23.142 (52)

Source : *Rapports du Joint Plant Committee, Ministère de l'acier.*

3. Gobindgarh dans son contexte historique et régional

Le Département de la planification urbaine (Town Planning Department) du Penjab a divisé l'Etat en trois régions, à savoir le Nord, le Centre et le Sud. Le fait que, parmi celles-ci le centre du Penjab soit industriellement développé n'est pas étranger à la présence d'un grand axe routier (GT), qui constitue l'épine dorsale de la région, comme il a été souligné plus haut. Cette région possède aussi une agriculture bien développée dont la productivité a enregistré une augmentation remarquable au cours de la période de la Révolution verte. La Commission nationale sur l'urbanisation (National Commission on Urbanisation) (1988) a défini la région de Ludhiana-Khanna-Patiala comme une région d'urbanisation prioritaire ("Spatial Priority Urbanisation Region" (SPUR)). La croissance de Gobindgarh, ville située dans cette sous-région, qui constitue une partie du Centre du Penjab, se comprend mieux dans le contexte de son développement historique dans l'économie régionale.

La ville⁶ est située sur l'axe GT, à 270 km au nord-ouest de Delhi et 35 km de Rajpura, autre ville industrielle de l'Etat. Jusqu'aux années 1930, Gobindgarh était un petit hameau à la frontière de ce qui était autrefois l'Etat du Nabha, voisin du Patiala, qui était alors un Etat du Penjab. Afin de stimuler les affaires des forgerons, qui étaient établis dans de nombreux villages de Nabha, le Roi de l'Etat leur conféra des avantages fiscaux au début des années 1940. Il déclara que la commune serait une zone de libre échange et fit en sorte que les terres soient disponibles à bas prix pour l'installation d'usines de relaminage. Ces décisions conduisirent les forgerons de la région à établir à Gobindgarh un certain nombre d'ateliers des deux côtés de l'axe routier GT. La première unité fut peut-être celle de Ganga Ram - Asa Ram, établie avant l'indépendance. En 1959, il y avait déjà 32 unités de relaminage, et leur nombre avait augmenté jusqu'à 40 en 1966. Une estimation approximative de l'investissement vers le milieu des années 1960 donne un chiffre de 12 millions de roupies (aux prix de l'époque) avec un niveau annuel de production de 144 milliers de tonnes.

Les forgerons qui installèrent des unités de relaminage dans la ville de Gobindgarh et dans les alentours au cours de la période coloniale étaient des petits entrepreneurs, dont la gamme de production était limitée. Leur capacité et leur éventail de production étaient restreints en raison du manque de capitaux. Avec l'augmentation de la demande, la capacité des unités existantes augmenta grâce aux emprunts contractés auprès de sources institutionnelles et non institutionnelles et plusieurs nouvelles usines de relaminage furent établies. Leur croissance économique rapide peut être attribuée à divers facteurs afférents à l'offre et à la demande. L'augmentation de la demande a résulté de la forte croissance industrielle de la région du Penjab, en particulier des industries mécaniques, du secteur de la construction et des forges au cours de la période qui a précédé l'indépendance. Des projets tels que le barrage de Bhakra Nangal, dans l'Etat du Penjab, qui a entraîné beaucoup d'activités liées à la construction, ont beaucoup augmenté la demande pour toutes sortes de produits en acier. Cela a augmenté la rentabilité des usines de transformation de l'acier situées à Gobindgarh, conduisant à leur croissance soutenue. La plupart des entrepreneurs étaient très désireux de développer leurs affaires, non seulement pour répondre aux besoins de la région ou de l'Etat du Penjab, mais aussi du reste du pays. Du point de vue de l'offre, outre la politique d'égalisation du coût du fret, mentionnée ci-dessus, l'immigration de personnes qualifiées dotées de ressources financières considérables - à la suite de la partition de l'Inde - constitua un facteur positif. Les nouvelles perspectives qu'offraient les activités de transformation de l'acier attirèrent aussi des familles de la communauté Marwari du Rajasthan et les incitèrent à investir dans ce secteur.

Le choix de cette ville par les entrepreneurs a été partiellement dû à sa proximité de l'Etat économiquement prospère du Patiala, qui assurait un accès à un marché plus vaste de l'acier. Une meilleure infrastructure et une meilleure logistique des déplacements constituèrent des avantages supplémentaires. L'accroissement de la demande d'acier au cours de la seconde guerre mondiale, associé aux avantages fiscaux fournis par le Gouvernement indien, stimulèrent les activités de transformation de l'acier. La croissance économique rapide de l'Etat et de la région, comme il a déjà été mentionné, a aussi eu une influence positive sur l'économie de la ville.

Le développement des industries de transformation de l'acier à Gobindgarh au cours des années 1950 et 1960 s'explique en particulier par la pénurie de matériaux en acier dans le pays. Les principaux producteurs, qui exerçaient leurs activités sur une large échelle, n'étaient pas en mesure de répondre aux demandes en raison des limites de leurs capacités de production. Ces pénuries conduisirent à l'apparition d'autres unités dans le secteur secondaire. Un certain nombre d'unités de relaminage apparurent dans tout le pays pour répondre à la demande régionale et nationale.

⁶ On dit que la ville tient son nom du sixième gourou Sikh Shri Hargovindji qui s'y rendit en 1631 et séjourna près de Bassi Dhab Sarovar. La ville a toutefois été créée par Hira Singh, Maharajah ou Roi de Nabha en 1901. Il la dota d'équipements collectifs et de services de base qui attirèrent les entrepreneurs dans la commune.

Gobindgarh se retrouva avec un grand nombre de ces unités, beaucoup de ces petites entreprises se sont établies sur la voie des fours à arc/systèmes d'induction. De plus, le succès des unités qui se sont installées au cours des premières années stimula le processus de croissance. La plupart des entrepreneurs étaient désireux d'investir une partie de leur profit pour faire progresser l'industrie.

Il est important de noter que les principaux producteurs d'acier, qui étaient d'une certaine façon en concurrence avec les unités plus petites pour plusieurs lignes de produits, ne menacèrent pas l'existence de ces dernières. Au contraire, ils aidèrent les unités plus petites en leur fournissant des ferrailles et d'autres matériaux qui étaient devenus encombrants dans leur secteur. La ville se transforma donc en une petite cité de l'acier grâce à l'implantation de nouvelles unités qui se lancèrent dans le relaminage et des activités de transformation, tandis que les unités existantes connaissaient une croissance notable. A un stade ultérieur, le fait que les ferrailles recyclables n'étaient pas toujours disponibles ou étaient inadéquates poussa certains des entrepreneurs à mettre en place des unités d'induction et de fours à arc afin de fabriquer des "pencil-ingots" ("lingots-crayons" = petits lingots format billettes) en ferraille d'acier.

Gobindgarh est bien reliée à la sous-région et même au-delà, l'industrie du laminage de l'acier importe des matériaux de régions éloignées telles que le Bengale occidental, le Bihar, le Gujarat et même de l'étranger. Le fuel pour le chauffage des fours provient des dépôts des ports d'Ambala et de Kandla, au Gujarat. La ville fabrique des produits finis destinés en grande partie aux machines-outils, bicyclettes et autres industries fondées sur le métal à Ludhiana. Les matériaux de construction qui en proviennent sont expédiés dans les grandes villes du Penjab, de l'Haryana, de l'Himachal Pradesh, de Jammu et du Cachemire, du Rajasthan et de l'Uttar Pradesh.

Profil démographique et économique de Gobindgarh

La ville de Gobindgarh a connu une sorte d'explosion démographique au cours de ces quatre dernières décennies. La population a enregistré un taux de croissance moyen de 6,2 % par an au cours de cette période, ce qui est phénoménal à tous égards. Cela a conduit à multiplier la population par 12 entre 1951 et 1991.

Le taux de croissance exponentiel annuel a été supérieur à 7 % par an au cours des années 1950 (tableau 3.1 et graphique 3.1), ce qui peut être attribué à une immigration massive, qui a résulté de la croissance industrielle rapide de la ville et des zones voisines. Comme cette immigration était beaucoup plus largement masculine, elle a conduit à faire baisser le pourcentage des femmes par rapport aux hommes (nombre de femmes pour 1.000 hommes). Il est important de noter ici que Gobindgarh a conservé un très faible pourcentage de femmes au cours de ces quatre décennies (tableau 3.2). Cela est révélateur du large flux migratoire provenant de l'extérieur du district et de l'Etat, comme il a été exposé dans la partie précédente. En dépit de quelques augmentations de ce pourcentage au cours de ces dernières années, il est demeuré inférieur à la moyenne du district ou de l'Etat.

Le taux de croissance est tombé au-dessous de 3 % au cours des années 1960. Cela peut s'expliquer par le fait que les zones périphériques n'étaient pas comprises dans le décompte du Conseil municipal. Le territoire occupé par la ville apparaît comme étant resté inchangé, avec 2,67 km² au cours des années 1961-1971 (tableau 3.2). Le déclin du taux de croissance peut aussi être attribué au ralentissement de l'immigration. On en trouve une confirmation dans le fait que la proportion des femmes par rapport aux hommes s'est accrue marginalement au cours de cette période.

Les années 1970 ont donc effectivement été caractérisées par une augmentation rapide de la croissance urbaine à Gobindgarh et dans les alentours. Le taux d'immigration s'accéléra de façon significative, ce qui a conduit à un accroissement démographique annuel record de 10,4 % (tableau 3.1). Les limites municipales furent multipliées par plus de trois car l'urbanisation des établissements périphériques fut reconnue. L'influence d'une immigration à majorité largement masculine ressort du nombre de femmes pour 1.000 hommes, qui baissa de 704 à 675 (tableau 3.2). On peut faire remarquer que la majorité d'entre eux étaient de pauvres immigrants analphabètes de l'Uttar Pradesh et du Bihar. De ce fait, le taux d'alphabétisation dans la ville chuta de 53 à 49 % (tableau 3.3).

Tableau 3.1 - Profil démographique de Gobindgarh, du Patiala et du Penjab

	Population				
	1951	1961	1971	1981	1991
Gobindgarh	3.385	7.026	9.387	26.637	40.175
		(7,30)	(2,89)	(10,42)	(4,10)
Patiala, zones urbaines	204.493	250.519	316.309	464.295	566.973
		(2,03)	(2,33)	(3,83)	(1,99)
Patiala, total	697.860	955.385	1.211.003	1.568.898	1.896.242
		(3,14)	(2,37)	(2,58)	(1,89)
Penjab, zones urbaines	1.989.267	2.567.306	3.216.179	4.647.757	5.993.225
		(2,55)	(2,25)	(3,68)	(2,54)
Penjab, total	9.160.500	11.135.069	13.551.060	16.788.915	20.281.969
		(1,95)	(1,96)	(2,14)	(1,89)

Les chiffres entre parenthèses indiquent le taux de croissance exponentiel annuel de la population.

La décennie 1981-1991 a été une période de perturbations et d'agitation sociopolitique, qui a affecté toutes les zones urbaines du Penjab, comme il a été mentionné ci-dessus. Gobindgarh n'a pas fait exception même si, sur le plan économique, elle a obtenu de meilleurs résultats que les autres villes. Le taux de croissance démographique a baissé jusqu'à 4 % en conséquence du net ralentissement de l'immigration (tableau 3.1). Le pourcentage femmes/hommes s'est substantiellement amélioré, et a atteint 832, ce qui est encore une autre indication de la diminution du taux d'immigration (tableau 3.2). Il est significatif que le taux de croissance enregistré ait été bas, en dépit de l'élargissement de la zone urbaine, qui est passée de 9 km² à 32 km² au cours de cette période. Si l'on compare Gobindgarh avec d'autres villes du district de Patiala ainsi que d'autres centres urbains du Penjab, on peut faire remarquer que la ville a une densité de population très faible. Cela s'explique surtout par le fait qu'une grande partie de l'espace urbain est occupée par les usines de laminage de l'acier.

Graphique 3.1 - Taux de croissance exponentiel annuel de la population de la ville de Gobindgarh, du district de Patiala et de l'Etat du Penjab

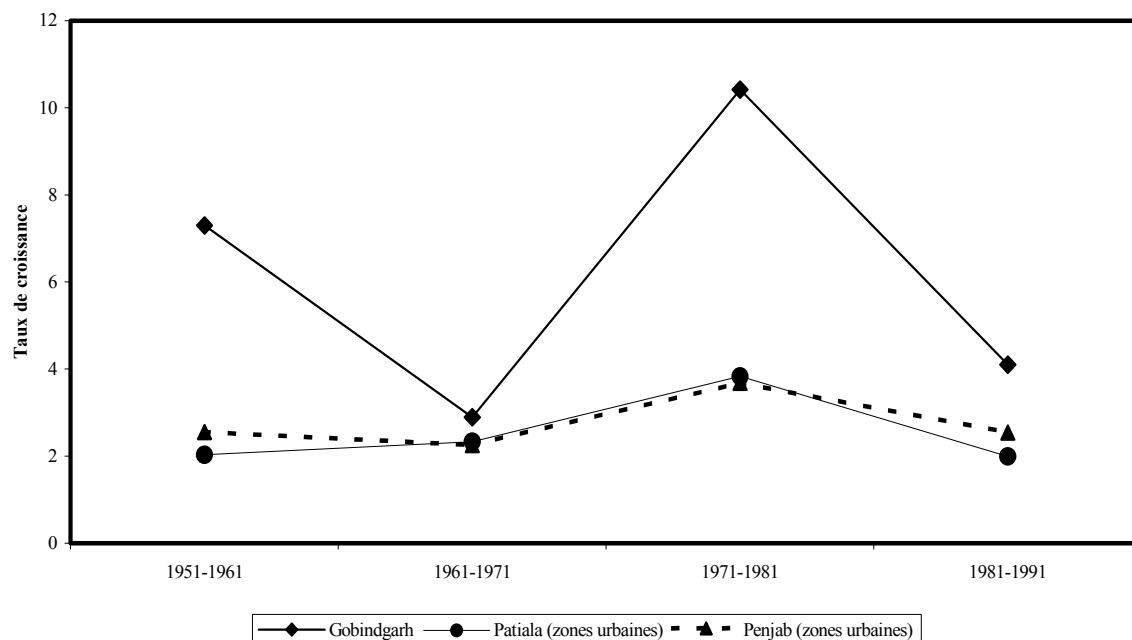


Tableau 3.2 - Territoire, densité et proportion de femmes/hommes 1961-1991

	Territoire (en Km ²)				Proportion femmes/hommes (nombre de femmes pour 1.000 hommes)			
	1961	1971	1981	1991	1961	1971	1981	1991
Gobindgarh	2,59 (1.307)	2,59 (3.624)	9,00 (2.959)	32,0 (1.255)	692	704	675	832
Patiala (zones urbaines)				135,11 (4.196)	822	855	862	894
Patiala, total	1.935 (210)	4.583 (265)		4.584 (414)	829	847	863	880
Penjab (zones urbaines)				1.440 (4.160)	817	856	865	868
Penjab, total	47.106 (222)	50.362 (269)		50.362 (403)	854	865	879	882

Les chiffres entre parenthèses indiquent les densités démographiques par km².

Tableau 3.3 - Taux d'alphabétisation, 1961-1991

	Taux d'alphabétisation			
	1961	1971	1981	1991
Gobindgarh	51,38	52,99	48,88	61,13
Patiala (zones urbaines)	48,02	53,53	59,6	63,5
Patiala, total	24,62	31,51	40,44	48,84
Penjab (zones urbaines)	47,82	52,49	55,62	60,62
Penjab, total	26,74	33,67	40,86	48,97

On a souligné que la suppression partielle, en 1992, du mécanisme d'égalisation du fret avait eu des effets négatifs sur la croissance des unités sidérurgiques de Gobindgarh - et en fait dans l'ensemble du nord de l'Inde⁷. C'est parce que la ville a dû faire face au différentiel de fret - s'élevant à quelque 1.600 roupies par tonne -, qui était auparavant absorbé par les unités sidérurgiques du secteur public dans le cadre de la politique gouvernementale. Le coût de l'approvisionnement fourni par les producteurs intégrés à partir de leurs stocks s'est encore accru par le fait que des taxes ont été prélevées sur le fret. En outre, avec le développement du secteur secondaire dans presque toutes les régions du pays, la commercialisation des produits, et surtout à destination de régions éloignées, est devenue plus compétitive.

Naturellement, les unités de relaminage de Gobindgarh font face à de graves problèmes pour la commercialisation de leurs produits. L'offre des produits en acier a dépassé la demande au cours de ces dernières années. Les commandes reçues par les laminoirs sont bien inférieures à leurs capacités de production. Cette faiblesse de la demande peut aussi être associée au ralentissement des investissements du secteur public. En conséquence, les investissements du secteur privé ont également diminué. De plus, une forte baisse de la construction de logements et de l'industrie de la construction a affaibli la demande de produits en acier. C'est pourquoi de nombreuses unités de relaminage sont contraintes de réduire leurs marges bénéficiaires. Les fabricants, les vendeurs et les négociants de la ville travaillent déjà avec une faible marge, comme il a été exposé ci-dessus. Alors qu'ils se trouvent confrontés avec ce nouveau défi, il est compréhensible que de nombreuses unités fonctionnent seulement une partie de la semaine et que d'autres aient déjà fermé leurs portes.

Structure de la main-d'oeuvre

Une analyse de la distribution de la main-d'oeuvre fondée sur les données du Recensement confirme certaines des observations formulées concernant la dynamique de la croissance de la ville, sur la base des données démographiques. Le pourcentage de la main-d'oeuvre, qui a augmenté de 34,8 % à 38 % au cours des années 1970 et a ensuite chuté substantiellement jusqu'à 30,5 % dans les années 1980, reflète l'histoire de la croissance et de la stagnation de l'industrie sidérurgique (tableau 3.4). Le taux de participation de la main-d'oeuvre de la ville a diminué de façon significative pour tomber au niveau de celui du Penjab au cours des années 1981-1991, ce qui témoigne du malaise de son industrie.

Les entreprises non familiales représentaient plus de 46 % de la main-d'oeuvre en 1971, ce qui est le double du chiffre dans les zones urbaines du Penjab et le triple des zones urbaines du Patiala (tableau 3.4). Ce pourcentage élevé était enregistré alors que l'on constatait le déclin correspondant de la part de l'agriculture et d'autres services ayant généralement un faible niveau de productivité.

⁷ Les unités situées au sud et à l'ouest de l'Inde ont connu aussi des difficultés, moins importantes, à la suite de ce changement de politique.

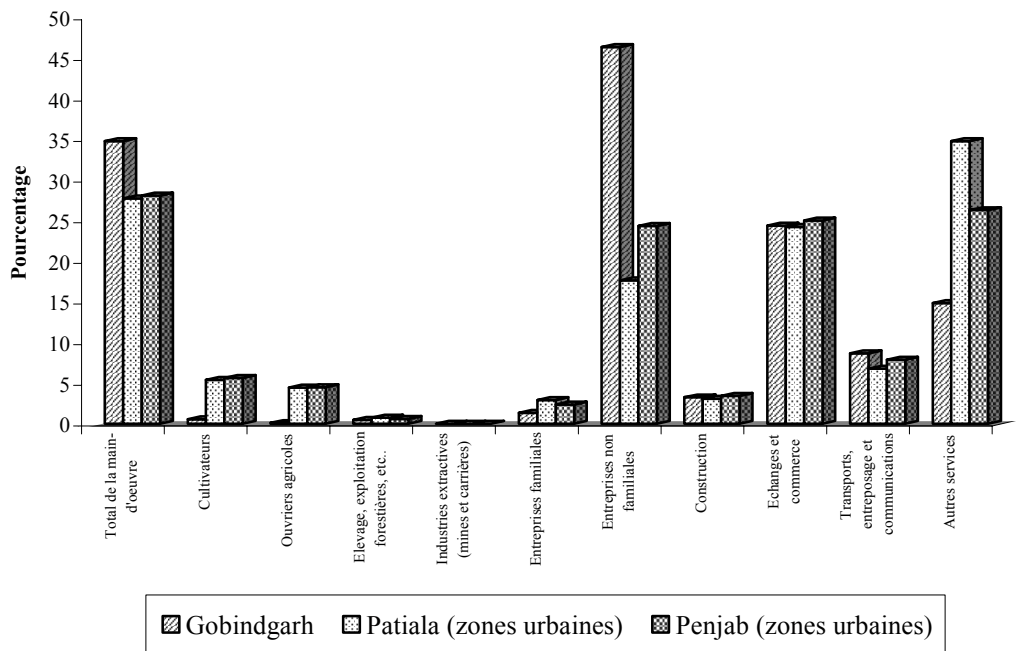
Le pourcentage des échanges et du commerce dans la ville de Gobindgarh était aussi élevé que dans le district ou dans l'Etat. Malheureusement, les données relatives à la structure de la main-d'oeuvre pour 1981 ne sont pas disponibles au niveau de l'agglomération dans le recensement de la population. Pourtant, un certain nombre d'éléments donnent à penser que la part de la main-d'oeuvre dans l'industrie a fortement augmenté au cours des années 1971-1981. En revanche, les années 1980 ont enregistré une tendance à la baisse, avec un pourcentage de 43,7 % en 1991, tandis que les chiffres correspondants pour les districts ou pour l'Etat demeuraient stables. La proportion des personnes employées dans les activités de transports, l'entreposage et la communication était très faible, à savoir, 5,9 % en 1991 (tableau 3.4 et graphiques 3.2 et 3.3), ce qui pourrait être lié à l'essoufflement du processus d'industrialisation, déjà mentionné. L'accroissement correspondant de la part de l'agriculture, de la construction des échanges et du commerce semble être largement imputable à la pauvreté.

Tableau 3.4 - Structure de la main-d'oeuvre à Gobindgarh, dans le Patiala et le Penjab

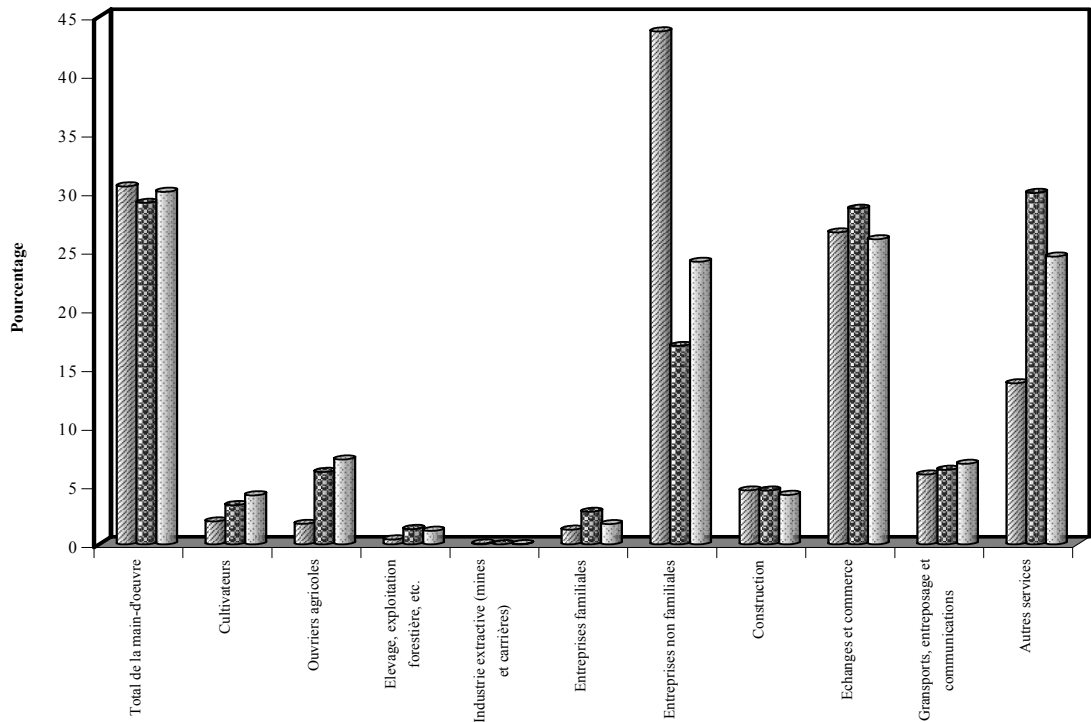
		Total de la main-d'oeuvre	Cultivateurs	Ouvriers agricoles	Elevage, exploitation forestière, etc.	Industries extractives (mines et carrières)	Industries de fabrication, de transformation, services et réparations		Construction	Echanges et commerce	Transport, entreposage et communications	Autres services
							Entreprises familiales	Entreprises non familiales				
Gobindgarh	1971	34,79	0,55	0,09	0,46	0,00	1,35	46,39	3,25	24,40	8,67	14,85
	1981	38,02	1,64	6,00			0,76					91,60*
	1991	30,52	1,95	1,74	0,41	0,06	1,24	43,74	4,59	26,59	5,95	13,73
Patiala (zones urbaines)	1971	27,73	5,38	4,45	0,74	0,00	2,90	17,63	3,09	24,23	6,78	34,80
	1981	29,39	4,49	6,72			1,62					87,17*
	1991	29,18	3,34	6,17	1,30	0,00	2,77	16,91	4,58	28,61	6,35	29,96
Patiala, total	1971	29,36	42,79	20,54	1,17	0,03	3,12	7,25	1,74	7,83	2,37	13,16
	1981	31,13	35,11	22,45	0,98	0,03	1,28	10,92	1,98	9,67	3,60	13,98
	1991	30,15	29,79	23,56	0,97	0,03	1,84	10,39	2,72	11,33	3,83	15,54
Penjab (zones urbaines)	1971	28,10	5,63	4,50	0,59	0,00	2,35	24,34	3,42	25,02	7,86	26,30
	1981	29,82	5,09	5,69	1,12	0,04	3,39	24,85	3,32	23,76	7,41	25,33
	1991	30,06	4,18	7,23	1,15	0,01	1,72	24,09	4,21	26,01	6,86	24,54
Penjab, total	1971	28,87	42,56	20,11	0,95	0,01	3,17	8,13	1,98	8,22	2,80	12,07
	1981	31,5	35,86	22,17	1	0,02	2,58	10,58	2,04	9,48	3,73	12,54
	1991	30,88	31,44	23,82	0,81	0,01	1,33	10,95	2,56	10,55	3,83	14,7
Femmes, 1991												
Gobindgarh		1,83	0,00	0,31	0,31	0,00	3,41	2,48	3,10	4,02	2,17	84,21
Patiala (zones urbaines)		6,20	0,34	2,66	1,10	0,00	4,64	5,28	2,24	8,08	1,25	74,41
Patiala, total		3,71	3,60	17,86	1,11	0,00	5,14	7,34	1,70	5,88	0,89	56,48
Penjab (zones urbaines)		4,48	1,12	3,63	1,25	0	2,88	7,15	1,30	7,48	1,68	73,51
Penjab, total		4,4	8,72	24,35	1,11	0	3,18	6,76	1,03	4,69	0,94	49,22

* En 1981, les "autres services" constituent une catégorie résiduelle comprenant l'élevage et l'exploitation forestière ; les industries extractives (mines et carrières), les entreprises non individuelles, la construction, les échanges et le commerce, les transports, etc., et d'autres services. Les chiffres correspondants ne sont donc pas comparables à ceux des autres années.

Graphique 3.2 - Répartition de la main-d'oeuvre par catégories, 1971



Graphique 3.3 - Répartition de la main-d'oeuvre par catégories industrielles, 1991



4. Fonctionnement des activités liées à la sidérurgie à Gobindgarh

Structure de la consommation et de la production

Il ressort de l'étude de terrain menée entre décembre 1999 et mars 2000 que Gobindgarh possède un nombre total de 300 laminoirs et de 500 fours, dont certains sont situés juste à l'extérieur des limites de la ville. Toutefois, le nombre total de laminoirs figurant sur les registres municipaux n'est que de 340. On a remarqué au cours de ces trois dernières années la fermeture de certaines unités. En fait, sur 300 laminoirs, environ 80 unités ne fonctionnaient pas, pour une raison ou une autre, au moment de l'étude. Actuellement, 150 unités seulement semblent opérationnelles au sein de la ville, et 60 dans les environs. De même, sur un total de 50 fours fabriquant des "lingots-crayons" en acier, 40 seulement sont actuellement en fonctionnement.

Environ 50 % des petites unités appartiennent et sont gérées par les "*Ramgadia*". Ils sont aussi associés à plusieurs autres unités. Environ 80 unités ont été reprises par des entrepreneurs à leurs propriétaires sur la base d'un contrat de location. La plupart de ces unités appartiennent à des représentants de la communauté *Ramgadia* car ils sont économiquement plus vulnérables et ont des difficultés à faire face à la concurrence acharnée qui résulte du ralentissement dans le secteur de l'acier. Ils sont aussi moins instruits et ne sont pas capables de maîtriser les complexités des nouvelles technologies et des pratiques de commercialisation modernes. En général, ce sont les entrepreneurs *Baniya* et *Marwari* du Penjab qui reprennent ces unités en location. Les contrats de location demeurent valables généralement entre trois et cinq ans, sur la base d'un montant fixé par année. Toutefois, ces montants sont rarement supérieurs au coût d'opportunité et à l'intérêt sur l'investissement. Le principal avantage pour les parties qui louent réside dans le gain provenant de l'appréciation en capital des actifs. Malheureusement, comme il a déjà été dit, on a enregistré une diminution de la valeur des actifs au cours de ces dernières années, ce qui les met dans une situation encore plus difficile.

Parmi les entreprises qui, à Gobindgarh, sont engagées dans des activités liées à la sidérurgie, il existe six forges. En outre, 15 usines à gaz ont été installées pour la production de cylindres à oxygène, qui sont nécessaires pour couper les produits en acier. Huit d'entre elles se sont établies au cours de ces trois dernières années. De plus, une unité de fabrication de machines-outils, une unité PVC de fabrication de tuyaux/équipements, une fabrique de caoutchouc et une unité de fabrication de contreplaqué se sont installées dans la ville. Leurs activités sont toutes associées aux laminoirs, directement ou indirectement. En raison de l'accroissement de la demande en bobines laminées à chaud (HR), la production de *Patra* par les unités de relaminage a augmenté substantiellement ces derniers temps. Ces *Patra* sont utilisés pour la fabrication de petits tuyaux et sont surtout vendus aux fabricants de tubes qui ont besoin de feuillards laminés à chaud (HR) à jauge plus mince de faible largeur.

Les détails de la consommation actuelle et les sources d'approvisionnement en acier, ainsi que le mécanisme de production des unités de Gobindgarh, figurent ci-après :

Tableau 4.1 - Consommation d'acier à Gobindgarh

1.	"Lingots-crayons" (petits lingots format billettes) provenant des fours locaux (production moyenne par jour de 50 tonnes par four)	
	Disponibilité totale de 40 unités	2.500 tonnes par jour
2.	Relaminage de Bhavnagar	1.000 tonnes par jour
3.	Matériel de relaminage de haute qualité des aciéries intégrées :	
	SAIL	1.000 tonnes par jour
	TISCO, Essar et autres	500 tonnes par jour
TOTAL		5.000 tonnes par jour

On peut donc estimer que la consommation moyenne totale d'acier par mois dans la ville est de 125.000 tonnes, sur la base de 25 jours ouvrables par mois.

La structure de la production de produits finis à Gobindgarh est présentée ci-après :

Tableau 4.2 - Production de produits finis en acier à Gobindgarh

Type/nature du produit	Quantité	Part en pourcentage
Tore/ronds	50.000 tonnes par mois	40
Profilés	30.000 tonnes par mois	15
Patra/plats	30.000 tonnes par mois	35
Autres (carrés/hexagones)	12.000 tonnes par mois	10
TOTAL	122.000 tonnes par mois	

L'installation de nouvelles unités de fabrication

Le processus d'installation de nouvelles unités de fabrication dans toute ville est très pesant et très long dans la plupart des Etats du pays, y compris au Penjab. Pour installer une nouvelle unité, un entrepreneur doit s'assurer que son lieu d'implantation peut s'inscrire dans le Plan-cadre de la ville ou de la région. Il ou elle doit alors soumettre son projet au Directeur général (industries) au siège de district ainsi que les documents permettant d'assurer qu'il est propriétaire du terrain, du plan de fabrication et du "certificat de non-objection" (No Objection Certificate ou NOC) délivré par le Conseil de contrôle de la pollution (Pollution Control Board)⁸. Toutefois, le fait d'accomplir toutes ces formalités ne semble pas insurmontable ni trop long à Gobindgarh. L'industriel originaire de la ville ou des régions voisines a généralement connaissance de ces procédures et formalités. Il y a beaucoup de médiateurs ou d'intermédiaires qui proposent d'assumer la responsabilité de ces formalités moyennant rémunération. Beaucoup d'entre eux sont en mesure de résoudre des

⁸ Les documents suivants sont généralement requis lorsque l'on dépose une demande d'installation d'une unité nouvelle :

- (a) des papiers du Département de l'électricité, attestant du paiement d'une licence et indiquant les besoins annuels en électricité pour faire fonctionner les machines ;
- (b) le reçu de l'impôt sur la propriété bâtie ;
- (c) le reçu de l'octroi ;
- (d) attestation relative au contrat de non-objection (No Objection Contract ou NOC) et à l'élimination des eaux usées et au contrôle de la pollution, ainsi que le reçu du paiement de l'impôt sur le service des égouts.

situations difficiles par des moyens légaux ou illégaux. Même quand tout n'est pas fait en stricte conformité avec la loi, chacun est conscient des "normes et obligations" à respecter dans la ville et évite les infractions de peur de se faire une mauvaise réputation. Le contexte industriel qui prévaut dans la ville pour des raisons historiques facilite donc quelque peu le respect des procédures et formalités.

Quelques mesures d'incitation et subsides mineurs sont accordés par le gouvernement dans le district (comme dans beaucoup d'autres districts de l'Etat) pour encourager l'installation de nouvelles unités. La mesure la plus importante est la réduction de la taxe à l'achat offerte pour une période de sept ans après l'installation de l'unité. Toutefois, les concessions sont de notoriété publique parmi les personnes concernées. L'impôt sur la propriété bâtie ou sur le patrimoine foncier requis par les autorités municipales semble tout à fait raisonnable compte tenu de l'accroissement considérable de la valeur des terrains dans la ville. Pourtant, les entrepreneurs font valoir que les impôts sont élevés, surtout dans la mesure où les autorités locales ne font pratiquement rien pour développer la région, améliorer la qualité de l'environnement ou fournir des équipements collectifs. Les pressions qu'ils exercent, à titre individuel et collectif, dissuadent les autorités locales d'accroître les charges. Le faible montant des impôts locaux serait donc un facteur susceptible d'attirer des entrepreneurs potentiels dans la ville.

Organisation du processus de fabrication dans les laminoirs

La responsabilité essentielle de l'exécution du processus de production dans les laminoirs repose sur les contremaîtres de l'unité. La plupart des contremaîtres sont des employés des entreprises qui reçoivent un salaire annuel. Ils sont responsables de l'organisation du processus de production en s'appuyant sur une équipe de quelques techniciens tels que monteurs, électriciens, tourneurs, forgerons et leurs adjoints, ainsi qu'un groupe d'employés qualifiés et non qualifiés. La plupart des employés, y compris les techniciens, n'ont pas reçu de formation formelle. Toutefois, beaucoup d'entre eux ont acquis leurs compétences en travaillant dans l'entreprise pendant longtemps. Les techniciens sont habituellement recrutés sur une base semi-permanente et reçoivent un salaire régulier. Les contremaîtres et les techniciens sont assez bien payés, par rapport à leurs capacités et à leur savoir-faire et reçoivent parfois une part des bénéfices. Quelques unités importantes emploient aussi un personnel de supervision pour garantir la qualité des produits et assurer un fonctionnement ininterrompu. Autrement, la totalité de la responsabilité est assumée par les contremaîtres, comme il a déjà été souligné. Il va de soi que le propriétaire de la fabrique supervise généralement la gestion et le fonctionnement des laminoirs au cours de visites occasionnelles et par d'autres moyens de communication.

La responsabilité d'organiser le travail et d'assurer un approvisionnement ininterrompu incombe au contremaître dans la plupart des unités. Il détermine le travail à faire en fonction du plan de production qui est lui-même déterminé par la demande et la possibilité d'écouler les produits. Toutefois, les salaires sont payés par les entrepreneurs. Le versement des salaires aux employés non qualifiés se fait selon les normes les plus courantes, c'est-à-dire généralement sur une base hebdomadaire. Il est important pour l'entrepreneur de respecter les pratiques courantes de paiement dans la ville et d'être considéré comme équitable afin de s'assurer de la disponibilité et de la loyauté de la main-d'oeuvre. La plupart des employés sont appelés assistants. Ils sont placés à certains endroits de la chaîne de production et sont payés en fonction du nombre de révolutions par minute (rpm) du cylindre dont ils s'occupent. Ce travail les oblige à peiner de longues heures par des températures très élevées. Parfois, les salaires sont fondés sur le poids des produits chauds que les employés doivent soulever et placer dans les cylindres de laminage de la chaîne de production. Beaucoup de ces employés, chargés des cylindres de laminage, se voient accorder une heure de repos après chaque heure de travail. En un sens, ils sont payés deux fois le montant du salaire horaire. Certains des assistants chargés des cylindres à rotation très rapide reçoivent trois fois le

taux de salaire standard. Ces employés font toutefois souvent des heures supplémentaires et travaillent en moyenne 10 à 14 heures par jour afin de maximiser leurs gains quotidiens. Ils gagnent en moyenne 120 roupies et occasionnellement jusqu'à 150 roupies par jour. Il convient de faire remarquer que certains des employés qualifiés et semi-qualifiés chargés surtout du dégrossissage et du finissage sont employés sur une base annuelle et demeurent attachés à une unité pendant longtemps, parfois dix ans.

Les entrepreneurs n'inscrivent pas la plupart des travailleurs de leurs usines sur leurs registres, même comme journaliers. C'est seulement le personnel permanent et semi-permanent des départements administratifs et financiers et quelques techniciens qui sont formellement intégrés aux documents officiels. Les travailleurs recrutés sur une base quotidienne/hebdomadaire sont parfois enregistrés de façon à satisfaire à certaines obligations statutaires imposées par le gouvernement, en particulier celles concernant les mesures de protection sociale dans le cadre de l'ESI (Employees' State Insurance Corporation), les caisses de retraite, les primes, etc. Mais il y a toujours des manipulations, si et quand c'est nécessaire. Les noms de quelques employés apparaissent à intervalles périodiques de façon à s'assurer qu'ils ne peuvent prétendre aux droits et privilèges des employés permanents. En cas d'accident, les propriétaires interviennent à l'occasion et font une contribution sur une base ponctuelle, surtout en invoquant des "raisons humanitaires". Il arrive qu'ils contribuent à l'obtention d'accords avec l'ESI et d'autres organismes gouvernementaux de façon à s'assurer de la loyauté des travailleurs et de leur disponibilité régulière. Leur intervention apparaît donc comme un acte de générosité et non comme une obligation.

La responsabilité des entrepreneurs des laminoirs en tant que principal employeur devient donc extrêmement limitée. De nombreux ouvriers non qualifiés ou semi-qualifiés sont enregistrés comme employés contractuellement par les contremaîtres, les opérateurs de fours ou le personnel de surveillance. Tout cela permet aux propriétaires de faire face aux exigences statutaires du Gouvernement indien et de l'Etat du Penjab, aux stipulations de la Caisse des retraites et de l'ESI assez facilement sans encourir de charges élevées. Ces méthodes de gestion permettent de faire passer techniquement la responsabilité de la production sociale du travailleur et son dédommagement en cas d'accident sur le contremaître et d'autres membres du personnel à un niveau moins élevé. Ces derniers, quant à eux, sont en mesure de s'y soustraire en démontrant que les travailleurs sont engagés sur une base journalière ou hebdomadaire.

Il existe un système permettant de payer des bonus aux employés qui ont travaillé dans une usine de laminage pendant un an ou plus. Le montant du bonus devrait normalement être de 8,33 % de la rémunération mensuelle plus quinze jours de congés payés par an. De plus, ils devraient toucher un à deux mois de salaire au moment de leur départ de l'entreprise. Malheureusement, il n'y a pas de réglementation ni de mécanisme administratif permettant d'assurer l'application de ces normes et la majorité des unités ne payent aucune de ces allocations. Ce qui est plus regrettable, c'est qu'il est impossible au Labour Commissioner (contrôleur du travail), compte tenu de l'organisation du travail dans les fabriques, d'intervenir au nom des ouvriers pour qu'ils obtiennent des conditions d'emploi équitables.

Toutefois, ce système a connu certaines transformations en raison du fléchissement de la demande de produits en acier, qui a déclenché une sorte de récession de l'industrie sidérurgique. Quelques entrepreneurs sous-traitent la production à leurs contremaîtres. Il est difficile, dans le cadre d'une étude de terrain, d'obtenir des données précises concernant les changements récents dans l'organisation de la production ou le nombre d'unités fonctionnant en vertu d'accords de sous-traitance. Naturellement, les relations extérieures et le contrôle général du fonctionnement de l'entreprise restent entre les mains du propriétaire ou de l'entrepreneur, même dans ce cas de figure. Les contremaîtres reçoivent les matières premières et sont payés en fonction du volume de production, à un taux fixé par tonne du produit fini. Le taux versé aux contremaîtres est

généralement de 150 roupies par tonne. Ce système de sous-traitance a dans une certaine mesure amélioré l'efficacité du travail en augmentant l'intérêt des contremaîtres dans le processus de production. Cela permet aux entrepreneurs de décentraliser non seulement les responsabilités mais aussi certains des risques associés au processus de production. Certains des contremaîtres prennent la responsabilité de gérer plus d'une unité. Cela accroît l'efficacité du système en leur donnant la souplesse nécessaire pour faire passer des employés d'une unité à l'autre et réduire l'incidence des heures de travail perdues. Toutefois, il est important de noter que les contremaîtres, d'une façon générale, ne partagent pas les pertes imputables aux pannes d'électricité, à la surchauffe des machines ou à d'autres facteurs. C'est peut-être la raison pour laquelle ce système n'est pas pratiqué sur une large échelle et est demeuré limité à quelques unités.

Il ressort de l'étude de terrain que la sous-traitance de la totalité du processus de production aux contremaîtres ne s'est faite que pour 10 % des unités. Toutefois, le fait d'engager des opérateurs de fours et d'autres employés contractuellement est très fréquent. Des tâches consistant à chauffer et alimenter les fours, découper, torsader, sectionner les cornières appartiennent à cette catégorie. Ces emplois sont attribués aux sous-traitants et le paiement se fait en fonction du volume de production. La majorité des ouvriers engagés par les sous-traitants ne sont pas qualifiés mais ils sont aussi payés sur une base contractuelle. Ils sont rémunérés sur la quantité de production réalisée dans leurs ateliers. Ces employés sont généralement engagés sur une base journalière. Ils reçoivent dans la plupart des cas le taux de salaire minimum qui est fixé régulièrement par l'Etat. Toutefois, ils doivent renoncer au droit de prétendre à tous les avantages sociaux tels que retraite, primes, remboursements médicaux. Et pourtant, la plupart d'entre eux continuent à travailler avec le même sous-traitant pendant plusieurs années, peut-être pour la sécurité de l'emploi et en raison de relations personnelles.

L'entretien de l'équipement installé dans les unités relève de la responsabilité de l'entrepreneur. Comme les rémunérations versées à la plupart des ouvriers sont liées directement ou indirectement à la fabrication des produits finis, les contremaîtres et les ouvriers sont tout aussi désireux d'éviter les pannes. De même, ils effectuent les réparations aussi vite que possible pour poursuivre les opérations sans interruption. Bien que la plupart des unités se fassent une concurrence acharnée, elles coopèrent souvent et s'entraident en se fournissant mutuellement des pièces détachées et d'autres outils. Cela contribue à minimiser les pannes de laminoirs et à faire en sorte qu'ils demeurent opérationnels en période de pointe de la demande.

Les autres domaines dans lesquels on utilise le système du recrutement des employés par sous-traitance sont le chargement et le déchargement des matières premières et des produits finis. Ces tâches sont accomplies par des groupes d'ouvriers non organisés qui attendent qu'on leur propose du travail dans les terminaux ferroviaires ou routiers, les entrepôts de SAIL et des grands négociants ainsi que d'autres lieux adéquats. Les chefs de groupe sont appelés "*thekedars*" ou "*lanedars*", chacun ayant avec lui 20 à 25 travailleurs. Chaque groupe travaille avec quelques négociants ou propriétaires de fabrique et leur trouve du travail au jour le jour, en fonction des disponibilités. Le chef prend le travail, envoie un certain nombre de travailleurs et encaisse l'argent. Il est de sa responsabilité de fournir la nourriture et la boisson pour ses hommes, auxquels il effectue des paiements sur une base hebdomadaire. Chaque ouvrier reçoit le même salaire quel que soit le travail qu'il a réellement effectué. Les montants versés pour le travail de chargement/déchargement sont basés sur le poids, et le volume du travail varie en fonction du niveau d'activité économique de la ville. En moyenne, un employé gagne environ 1.500 à 2.500 roupies par mois. Le chef de groupe, en période de ralentissement économique, peut demander à quelques ouvriers de quitter le groupe ou encore de faire une pause pour visiter le village. Il n'y a aucune sécurité de l'emploi, pas de bonus ni de congés payés. Les chefs ou *thekedars* font généralement peu de travail physique car ils sont occupés à gérer d'autres activités reliées à l'obtention des contrats. Il est difficile d'évaluer le montant de la commission qu'ils

perçoivent sur la rémunération des travailleurs. Il ressort toutefois des entretiens avec les propriétaires des laminoirs qu'ils touchent une commission d'environ 5 %.

Toutefois, l'une des révélations frappantes de l'étude est que, contrairement aux autres régions du pays où il existe un syndicalisme très développé, les travailleurs de Gobindgarh ne sont pas du tout organisés. Il n'existe aucune structure susceptible de défendre leur cause et d'exercer une action collective en leur nom. C'est la raison principale de l'attitude indifférente et condescendante des propriétaires d'usine à l'égard des mesures de protection sociale des travailleurs, comme il a déjà été souligné. Il y a un certain nombre de soi-disant leaders qui vont occasionnellement présenter des revendications ou faire pression auprès du Labour Commissioner. Mais la plupart d'entre eux ne bénéficient pas de la confiance des travailleurs car ils agissent souvent aussi comme agents des propriétaires des laminoirs ou comme intermédiaires à la recherche de commissions ou de pourcentages. Par ailleurs, le fait d'avoir des conflits avec l'employeur peut conduire l'ouvrier à perdre son emploi. Il risque de se faire une mauvaise réputation et il lui sera alors difficile de trouver du travail auprès d'un autre employeur. Ainsi les travailleurs préfèrent-ils ne pas se plaindre de peur de susciter la colère du propriétaire et accepter cette organisation semi-féodale, fondée sur des méthodes qui constituent dans une large mesure une exploitation de leur travail.

Pour ce qui est des entrepreneurs et des négociants, il existe plusieurs associations qui s'occupent de la gestion et des questions de politique générale en leur nom auprès des organismes de l'Etat et du gouvernement central. La Steel Chamber of Commerce and Industries (Chambre de commerce et de l'industrie de l'acier) est un organisme dont sont membres tant les fabricants que les négociants importants. En outre, il existe la Steel Re-rolling Mills Association (Association des usines de relaminage de l'acier) qui est ouverte à tous les propriétaires de laminoirs de toutes catégories. Actuellement, la Chambre a 700 membres et l'Association des usines de relaminage en a 200. La troisième association - qui est peut-être la plus dynamique - est la Small Scale Steel Re-roller's Association (Association des petites usines de relaminage de l'acier) qui ne compte que 200 membres mais est très active auprès des organismes gouvernementaux au niveau central et des Etats sur les questions de macro-politique. De nombreux laminoirs sont membres de plusieurs associations. La plus grande responsabilité de ces associations consiste à fournir des informations sur la fiscalité, la politique des prix du gouvernement pour les entrants et les sortants de la production, les options technologiques et les variations du marché. Elles organisent des séminaires, des ateliers et des conférences d'experts d'organismes tels que NIST, NITCON, etc., à l'intention de leurs membres. Malheureusement, elles ne s'occupent pas de faciliter le contrôle de la qualité, de la commercialisation ni de l'obtention de prêts. Elles n'interviennent activement et n'adoptent des positions communes que face aux décisions gouvernementales qui affectent leurs membres.

Caractéristiques des entrepreneurs, du personnel de surveillance et d'autres travailleurs des laminoirs

A Gobindgarh, un grand nombre de laminoirs appartiennent à de riches familles originaires de la région de Marwar, au Rajasthan. Ces familles ne sont pas très nombreuses mais plusieurs d'entre elles possèdent trois à cinq unités chacune. En l'absence de grands volumes de financement institutionnel, les investissements dans les nouvelles industries ont été entrepris en utilisant les économies personnelles/familiales ou des emprunts contractés auprès des parents ou amis. En conséquence, les "*Marwari*" et les "*Bania*", communauté apparentée venue d'autres régions du Penjab possèdent environ 95 % des grands laminoirs. Pour ce qui est des petits laminoirs, qui fonctionnent avec de la ferraille, ces communautés en possèdent environ 40 %. Des entrepreneurs locaux du Penjab, représentants de la communauté *Ramgadia*, en possèdent aussi quelque 40 %. Ce sont surtout ceux qui ont commencé leur carrière comme ouvrier ou contremaître et qui ont pu se procurer les ressources nécessaires pour établir leurs propres unités. Beaucoup d'entre elles ont été louées à d'autres entrepreneurs sur la base de contrat de sous-traitance, comme on l'a déjà signalé. Il

y a aussi 15 % des unités qui sont gérées sous forme de partenariat entre représentants des communautés *Ramgadia* et *Bania/Marwari*.

La plupart des contremaîtres, des surveillants et des techniciens des laminoirs sont des Penjabis locaux qui ont acquis le savoir-faire nécessaire et la capacité de gérer le processus de production par l'expérience d'années de travail. Dans de nombreux cas, ce savoir s'est transmis avec les générations. Un ouvrier spécialisé introduit souvent son fils ou un parent comme jeune surveillant et lui donne une formation sur place. Mais surtout, ce jeune parent peut progresser de façon à devenir un surveillant et commencer à gérer certaines opérations de façon indépendante.

Les laminoirs ont un grand nombre d'ouvriers qualifiés et non qualifiés, chargés des tâches qu'il convient d'assumer à différents niveaux. Ce sont surtout des travailleurs migrants, qui viennent du Bihar et de l'Uttar Pradesh. La composition de la main-d'oeuvre se présente donc comme suit :

- (a) les propriétaires : des *Marwari* originaires du Rajasthan, des *Bania* et des *Ramgadia* du Penjab ;
- (b) les contremaîtres et techniciens, originaires de différentes régions du Penjab ;
- (c) les ouvriers qualifiés et semi-qualifiés originaires du Bihar, de l'Uttar Pradesh et du Rajasthan.

De plus, un grand nombre d'ouvriers non qualifiés qui sont des travailleurs migrants sont engagés pour les travaux de chargement et de déchargement dans les laminoirs. Quelques-uns d'entre eux viennent dans la ville pour une courte durée chaque année mais la plupart d'entre eux sont des saisonniers qui s'installent pendant une longue période.

Il existe donc, comme il a été mentionné, un système informel de recrutement des travailleurs. Plusieurs ouvriers qualifiés qui assument certaines fonctions contractuellement dans la chaîne de production ou des contremaîtres engagent à leur tour des ouvriers sur une base contractuelle. On trouve aussi des *thekedars*, chacun disposant d'un certain groupe d'ouvriers non qualifiés, qui assurent le chargement et le déchargement, ainsi que d'autres tâches pour les négociants et les propriétaires de laminoirs. Quelques-uns d'entre eux maintiennent des contacts avec les ouvriers de leur village d'origine, directement ou par le biais d'autres ouvriers du groupe. Toutefois, une partie des manoeuvres viennent en ville par leurs propres moyens et cherchent du travail en passant par leurs amis, leurs parents ou en s'adressant directement aux sous-traitants. Certains encore cherchent du travail par eux-mêmes, en attendant dans les terminaux, les entrepôts, etc., jusqu'à ce qu'ils trouvent un *thekedar* qui peut les inclure dans son groupe. Toutes ces filières permettent en général d'assurer une disponibilité adéquate de la main-d'oeuvre. La plupart des employés vivent dans les villages voisins et la périphérie de la ville dans des maisons de location. Quelques-uns occupent des logements fournis par les propriétaires des laminoirs.

Le véritable sujet de préoccupation est toutefois le bien-être économique et social des ouvriers qualifiés et non qualifiés engagés par les contremaîtres, les sous-traitants et les *thekedars* sur une base mensuelle, hebdomadaire ou quotidienne. Naturellement, la chaîne de sous-traitance aux intermédiaires - du propriétaire aux contremaîtres et des contremaîtres et aux autres techniciens, sous-traitants, etc. - réduit le salaire des employés et accroît leur vulnérabilité. Le fait de les engager par des voies informelles/contractuelles accroît le risque que les activités de production soient menées en violation des règlements de sécurité et qu'ils soient affectés à des tâches dangereuses. Ils reçoivent très peu d'indemnité en cas d'accident de travail et ont très peu d'assistance médicale. Tout cela n'est d'ailleurs pas prévu par le système mais dépend de la générosité du propriétaire du laminoir.

Financement des dépenses de fonctionnement

Les entrepreneurs qui ont établi leurs propres unités dépendent largement des négociants pour leurs besoins en capitaux circulants, y compris pour le financement de l'achat des machines et des matières premières et la vente de leurs produits. Les négociants traitent avec les entrepreneurs par l'intermédiaire de courtiers. Il y a 10 à 12 grands négociants et des centaines de financiers qui fournissent des capitaux à différents taux d'intérêt. De plus, il y a beaucoup de courtiers qui agissent comme intermédiaires. Les incitations au paiement immédiat et le taux d'intérêt appliqué aux entrepreneurs ou aux négociants pour paiement différé, selon le délai, etc., sont régis par des normes définies qui sont acceptées par tous. Par exemple, si l'on achète des articles avec paiement immédiat (valeur compensée), on a droit à 1,5 % de remise sur le paiement total. Pour les paiements qui sont effectués le deuxième jour et au-delà, jusqu'à 10 jours, la remise est réduite à 1 %. A partir de là, elle diminue de 0,1 % par jour. Cela signifie que le paiement effectif serait égal à la valeur de l'achat si le paiement était effectué le vingtième jour. Au-delà, un taux d'intérêt fixe est appliqué sur le montant avancé par le négociant ou le fabricant.

Des prêts sont souvent consentis sans aucun accord écrit ni lettre de garantie. Ce système semble avoir très bien fonctionné dans le passé. Toutefois, au cours de ces deux dernières années, quelques cas de défaut de paiement ou de fraude se sont produits. Cela pourrait être imputable à la récession, qui a eu un effet néfaste sur la viabilité financière des producteurs, négociants et intermédiaires. Toutefois, le problème n'a pas encore acquis une importance alarmante et les financiers continuent à avancer de l'argent pour couvrir les besoins opérationnels sans aucune garantie formelle. Le taux d'intérêt en basse saison peut être aussi faible que 1 % par mois, ce qui est inférieur au taux d'emprunt auprès des sources institutionnelles. Le taux augmente jusqu'à 3 % pendant la période de demande de pointe, en particulier à la fin de l'année fiscale, quand il y a une demande de fonds pour apurer les comptes.

Les emprunts auprès des banques sont très courants parmi les entrepreneurs bien établis. C'est en fonction de leurs actifs et de leurs antécédents de crédit que les individus se voient définir les limites de leurs emprunts auprès des banques. Malheureusement, il n'est pas possible d'obtenir des prêts de la part des banques nationalisées pour les fours à induction. Au cours de ces dernières années, il y a eu quelques cas de fraude, peut-être avec la complicité des cadres bancaires. En conséquence, le système qui était de toute façon pesant et bureaucratique est devenu plus restrictif. Les banques sont considérées, en particulier par les petits entrepreneurs, comme les financiers de dernier recours. Cela s'explique aussi par le faible taux d'intérêt auquel il est possible de se procurer des fonds sur le marché privé des capitaux.

Disponibilité des matériaux bruts dans les aciéries

Avant l'installation d'aciéries intégrées, à la fin des années 1950 et au début des années 1960, le secteur secondaire, en Inde, était dépendant des matières premières comprenant des ferrailles recyclables. C'était le cas à Gobindgarh comme partout ailleurs dans le pays. Un volume important de ferrailles allait directement dans les usines pour le relaminage. La séparation des ferrailles recyclables et du reste des ferrailles devint une activité lucrative, à coefficient élevé de main-d'oeuvre. De plus, un certain nombre d'unités équipées de systèmes d'induction et de fours à arc, commencèrent à s'installer dans tout le pays, y compris à Gobindgarh pour la transformation de ferraille fondue en "lingots-crayons". A partir de 1960, les demi-produits, c'est-à-dire les lingots, les blooms et les billettes, furent produits par les entreprises intégrées mais l'offre demeurait limitée. Alors que la demande pour ces produits dépassait l'offre, les fours locaux de Gobindgarh n'avaient aucun problème de commercialisation.

La suppression partielle du mécanisme d'égalisation du fret en 1992 et la récession qui en résulta dans l'industrie sidérurgique au cours de la période qui a suivi conduisirent à des changements importants dans l'offre de matières premières à Gobindgarh. La demande de "lingots-crayons", de ferrailles recyclables, etc., augmenta considérablement aux dépens des demi-produits manufacturés venant des producteurs intégrés. Actuellement, environ 40 % des besoins sont satisfaits par les "lingots-crayons" en acier produits par les fours locaux, comme il ressort du tableau 4.1 ci-dessus. Environ 20 % de la demande concerne la ferraille recyclable qui est fournie par Bhavnagar. Les 40 % restants seulement proviennent des producteurs intégrés sous forme de demi-produits. Les usines sidérurgiques du secteur public de la Steel Authority of India Limited (SAIL) en fournissent la plus grande part. Sur la totalité des demi-produits consommés à Gobindgarh, 50 % se présentent sous forme de brames et 40 % sont des blooms. Les 10 % restants, qui viennent de l'extérieur de la ville, sont des billettes.

L'importation de ferraille se fait avec deux objectifs - la fusion dans le four et le relaminage sous forme de produits finis. Il existe des différences de taux d'imposition en fonction du mode d'utilisation. Alors que la ferraille utilisée pour les fours est imposée au taux de 5 %, les articles qui sont destinés aux usines de relaminage sont soumis à un impôt de 25 %. Cela ouvre la voie à la corruption car la différence entre les deux catégories de ferraille n'est pas très facilement discernable - la ferraille d'une catégorie peut facilement être utilisée à une autre fin.

Certains des producteurs intégrés comme SAIL ont des accords de transformation avec les laminoirs de Gobindgarh. La transformation se fait souvent localement pour répondre aux exigences des clients qui demandent des articles d'une certaine taille et d'une certaine nuance pour lesquels la demande est limitée ou qui ne sont pas assez rentables pour être laminés dans les aciéries intégrées. Cela permet à SAIL de commercialiser ses propres demi-produits après leur transformation, donnant ainsi une garantie de qualité aux producteurs secondaires qui n'auraient peut-être pas autant confiance dans les produits d'autres fabricants.

L'électricité est une autre composante du processus de production, qui représente un pourcentage élevé du coût de fonctionnement total. Le Punjab State Electricity Board (PSEB) fournit l'électricité directement aux laminoirs de Gobindgarh. Il est important de signaler que des charges électriques fixes ont été attribuées aux différentes unités de Gobindgarh, déterminant ainsi la limite inférieure au coût de l'électricité. Cela réduit la possibilité de falsifier les compteurs/factures d'électricité. Toutefois, le coût mensuel de l'électricité dépend de la consommation effective, qui est largement supérieure à la limite fixée.

Un facteur déterminant qui attire les aciéries à Gobindgarh est le prix comparativement bas du tarif sur l'utilisation industrielle de l'électricité dans l'Etat. En dépit d'augmentations fréquentes au cours de ces dernières années, les tarifs sont encore inférieurs à ceux des Etats voisins tels que l'Haryana, le Gujarat, le Maharashtra, l'Uttar Pradesh, le Madya Pradesh et le Rajasthan. On se plaint toutefois des fréquentes coupures et baisses de courant, qui neutralisent l'avantage des prix bas de l'électricité dans l'Etat. Par contre, il y a très peu de cas de vols d'électricité imputables à des industriels à Gobindgarh, comparativement aux autres Etats. On a fait remarquer qu'en raison des vols d'électricité qui sont courants dans d'autres Etats, ces derniers sont en mesure de fabriquer des produits de relaminage à des prix compétitifs.

L'autre apport d'énergie important dans les laminoirs est le fuel pour les fours. Son prix a aussi été augmenté plusieurs fois au cours de ces dernières années, l'accroissement étant de 100 % en 1999, surtout imputable à l'augmentation du coût du fret. C'est pour cette raison que le prix du fuel est plus élevé à Gobindgarh qu'en d'autres lieux.

La vente par un réseau de courtiers

Comme les besoins quotidiens de chaque unité ne sont pas très importants, l'approvisionnement en matières premières de la plupart d'entre elles se fait par les courtiers qui dépendent eux-mêmes des négociants pour l'apport en ferraille, demi-produits et autres articles. Seulement quelques grandes usines de laminage achètent leurs fournitures directement auprès des producteurs intégrés. Par exemple, sur 14 clients importants de SAIL à Gobindgarh, seulement six ont des unités de fabrication qui leur sont propres. Les autres sont des négociants. Actuellement, la part des matériaux vendus aux utilisateurs effectifs par SAIL n'est que de 45 %, le reste étant acheté par les négociants. Certains des fabricants achètent en gros et vendent une partie des matériaux localement aux autres producteurs.

Les courtiers sont des liens importants entre négociants et fabricants, et ils exercent leurs activités grâce à des réseaux de commercialisation bien organisés. Les négociants achètent en gros aux diverses industries et approvisionnent simultanément un grand nombre d'acheteurs. Les courtiers reçoivent les ordres des acheteurs et les communiquent aux négociants pour qu'ils puissent organiser leurs achats en gros. Leur travail consiste à faire connaître les besoins des unités de fabrication aux négociants et à les mettre en relation.

L'établissement de connexions entre fabricants, négociants et courtiers et le placement des ordres par les intermédiaires ou les courtiers résultent d'un intérêt mutuel et de la division des responsabilités. Les courtiers sont constamment en contact avec les entrepreneurs ainsi qu'avec les négociants et suivent la demande et l'offre sur le marché. Les négociants disposent des fonds nécessaires à l'achat en gros de matières premières et à leur entreposage pendant quelque temps. Certains des négociants de la région sont si puissants qu'ils sont en mesure de prendre des quantités importantes de demi-produits provenant des aciéries intégrées et d'acheter des ferrailles de Bhavnagar (pour la fusion et le relaminage) par chargements entiers de camions. En fait, 150 camions chargés de ferraille entrent à Gobindgarh chaque jour en provenance de Bhavnagar. Les négociants les revendent au détail aux unités en fonction de leurs besoins quotidiens ou hebdomadaires. C'est leur responsabilité d'organiser la manutention et le transport des matériaux, en respectant les délais fixés par le client et d'obtenir la réalisation des ventes. De plus, dans les cas où quelques entrepreneurs de la ville ou des environs ont des besoins importants, les négociants peuvent organiser leur approvisionnement dans de brefs délais en se procurant les matériaux à longue distance. C'est possible car les négociants ont des courtiers dans les principaux centres d'offre et de demande.

Le système de courtage exerce une fonction économique car il suit les fluctuations quotidiennes de la demande. Il contribue donc à limiter le mouvement des prix. En conséquence, même ceux qui achètent leurs fournitures dans les fours à arc locaux agissent sur le marché par l'intermédiaire des négociants et des courtiers.

A Gobindgarh, le système de courtage fonctionne avec une très petite marge et un volume important. Les taux pratiqués descendent pour la plupart aussi bas que 20 à 25 roupies par tonne. Avec une offre excédant la demande dans le pays, au cours de ces dernières années, même l'obtention de ces taux est devenue difficile. En conséquence, les marges bénéficiaires deviennent de plus en plus minces. A Gobindgarh actuellement, les taux pratiqués par les intermédiaires sont les suivants, par tonne d'acier :

- commission	125 roupies (1 %)
- octroi	40 roupies
- camionnage	50 roupies
- contrôle/courtage	20 roupies
- facturation	<u>50 roupies</u>
Total	285 roupies (arrondi à 300 roupies)

Il ressort clairement de ce qui précède que les négociants comme les courtiers exercent leurs activités avec une petite marge bénéficiaire. Il est donc meilleur marché pour les propriétaires de laminoirs de traiter avec les courtiers ou les négociants qu'avec les fournisseurs qui se trouvent dans des endroits éloignés. Ils peuvent donc réduire le coût du voyage et du personnel de commercialisation, tout en bénéficiant des réductions d'échelle réalisées avec d'importants volumes d'échanges de demi-produits par l'intermédiaire des négociants. Le système consistant à faire appel aux intermédiaires permet donc aux fabricants de la ville d'établir des relations avec des acheteurs qui se trouvent dans des régions éloignées du pays, à travers un réseau officieux et à très faible coût.

5. Fournitures d'équipements de base, infrastructure et gouvernance municipale à Gobindgarh

Niveau et qualité d'une sélection d'équipements de base

Les équipements de base des ménages semblent plus largement répartis et de meilleure qualité à Gobindgarh que dans les autres centres urbains du district ou de l'Etat. Le pourcentage relativement plus élevé de foyers ayant l'électricité, des toilettes et l'eau du robinet en atteste (tableau 5.1). De même, le pourcentage de foyers occupant des logements de location - ce qui est souvent considéré comme un indicateur de conditions d'habitations permanentes et de meilleure qualité - est supérieur d'environ 10 points à celui de la ville de Patiala et des zones urbaines du Penjab. Naturellement, cela peut être attribué aux fondements économiques solides de la ville et au niveau plus élevé des dépenses municipales pour les équipements de base.

Tableau 5.1 - Sélection d'équipements de base à Gobindgarh, Patiala et dans le Penjab, 1991

	Pourcentage de logements loués	Nombre de personnes par foyer	Pourcentage de foyers ayant			
			électricité	toilettes	eau courante	puits tubulaires
Gobindgarh	31,30	5,60	92,62	76,04	75,43	17,34
Patiala (zones urbaines)	20,92	5,47	95,99	79,27	61,90	32,29
Patiala, total	8,36	6,05	84,35	31,42	29,51	61,79
Penjab (zones urbaines)	22,63	5,60	94,60	73,23	58,16	36,07
Penjab, total	8,61	5,92	82,31	33,18	28,96	63,77

Approvisionnement en eau

La ville dépend de l'eau souterraine qui est extraite par 11 puits dont l'exploitation relève du conseil municipal. La disponibilité totale en eau est de 4.500.000 gallons par jour. L'eau est disponible pendant 20 heures et la quantité par habitant est de 80 gallons par jour. Le nombre total de raccordement domestique est de 6.918, dont seulement 1.489 sont équipés de compteurs. Trois quarts des foyers de Gobindgarh possèdent des robinets d'eau courante. La plupart des

industries disposent de leur propre système d'approvisionnement en eau par puits tubulaires, ce qui réduit la responsabilité incombant aux autorités locales.

Système d'égouts

Le système d'égouts de la ville dessert 90 % de la région et de la population. La longueur totale des canalisations est de 79 kilomètres. C'est seulement dans une petite partie de la ville que l'on trouve deux ou trois quartiers insalubres et la zone qui est située au-delà de la ligne de chemin de fer n'est pas desservie par le système. Le nombre de raccordements est de 6.649. Actuellement il n'est pas question d'élargir le système, car le conseil municipal considère qu'il couvre presque intégralement la ville. Il n'existe pas encore d'usine de traitement des déchets. Les ordures non traitées sont déversées dans un "nallah" ouvert qui est parfois utilisé pour l'irrigation. Des systèmes de décharge pour les effluents industriels et l'eau des orages sont aussi reliés aux canalisations des égouts. Le système de drainage a une longueur de 50 kilomètres et est complètement couvert. Il dessert toute la ville.

Electricité

Le Punjab State Electricity Board fournit de l'électricité à la ville et alimente les unités résidentielles, commerciales et industrielles. Environ 96 % des foyers sont reliés au réseau électrique. Au cours de ces dernières années, le gouvernement a imposé dans tout l'Etat des coupures de courant en raison de la pénurie dans l'alimentation en électricité. L'éclairage des rues et des autres lieux publics dans les limites municipales est de la responsabilité des autorités locales. Toutefois, c'est le State Electricity Board qui est responsable de l'entretien. Tous les rues, bazars, parcs et routes, y compris le grand axe routier GT, sont bien éclairés. Le nombre total de branchements électriques dans les rues au début de l'année 2000 était de 2.909. Sur la totalité, 400 étaient des tubes fluorescents tandis que les autres étaient des lampes à vapeur de sodium de différentes puissances. Le conseil municipal propose d'enterrer tous les fils et câbles électriques.

Routes

Gobindgarh est bien relié par voies routières aux petites et grandes villes voisines, c'est-à-dire Fatehgarh, Saheb, Rajpura, Chandigarh, Sirhind, Ambala, Amlloh, Khanna, Morinda, etc. L'axe routier GT passe par le centre de la ville, ainsi qu'une ligne de chemin de fer à grand écartement.

Terrains et logements

A Gobindgarh, aucun projet immobilier important n'a été entrepris jusqu'à présent par le secteur privé ou le secteur public. Aucun organisme d'Etat n'a lancé de projet consistant à mettre en valeur les terrains et à aménager des zones résidentielles dans la ville ou les environs. Cela s'explique peut-être par le manque de demande de logements car la ville a un grand nombre de travailleurs saisonniers, pour lesquels le logement ne constitue pas une priorité importante. Beaucoup parmi eux résident dans les villages voisins et font le trajet tous les jours. Par ailleurs, les personnes qui ont un revenu élevé, c'est-à-dire les industriels, les négociants, etc., résident dans la ville depuis longtemps et ont leurs propres maisons.

Education

Les équipements éducatifs disponibles à Gobindgarh semblent être inférieurs aux niveaux requis (tableau 5.2). Il y a huit écoles primaires, trois collèges, quatre lycées et trois lycées pour le deuxième cycle du secondaire, selon les données du recensement de 1991. Il y a trois écoles "balwadi" gérées par le conseil municipal, qui accueillent 150 enfants chacune. Il est décourageant de noter que le nombre de collèges et de lycées pour 10.000 habitants a diminué au cours de la

décennie 1979-1989⁹. Ainsi, le nombre d'établissements scolaires n'a pas augmenté en même temps que l'accroissement rapide de la population de la ville, peut-être parce que l'arrivée des saisonniers n'a pas entraîné une demande accrue en équipement éducatif. En outre, il y a dans la ville une Université des lettres et sciences humaines et une Université séparée pour les filles, qui dispense un enseignement sanctionné par la délivrance d'un diplôme. Pour répondre aux besoins en main-d'oeuvre technique des usines de relaminage, le National Institute of Secondary Steel Technology (NISST) a été créé en 1990. Il fournit une éducation et une formation aux producteurs secondaires d'acier et les aide dans leurs innovations technologiques. Il existe aussi une université qui donne des cours de gestion aux jeunes stagiaires originaires de l'Etat ou qui viennent de l'extérieur. Elle propose des cours en tenant compte des besoins spécifiques des industries de la région et dispose d'équipements techniques pour la formation dans l'entreprise. Toutefois, les personnes voulant suivre des études supérieures préfèrent se rendre dans les villes voisines de Khanna et Sirhind.

Equipements médicaux

Les équipements médicaux disponibles pour les résidents de la ville sont inadéquats. En plus de l'hôpital de l'ESI destiné aux employés des usines et à leurs familles, il y a un hôpital gouvernemental dans lequel 50 patients peuvent être hospitalisés. Le nombre de lits est demeuré le même au cours des 15 dernières années (tableau 5.3), en dépit de l'importante croissance démographique de la population. Le manque d'équipements médicaux adéquats ressort du fait que le nombre de lits pour 1.000 habitants est inférieur au chiffre équivalent pour la zone urbaine de Patiala. Trois dispensaires et un grand nombre de médecins privés et de maisons de retraite ont, dans une certaine mesure, compensé l'insuffisance des équipements hospitaliers.

Tableau 5.2 - Nombre d'établissements scolaires pour 10.000 habitants

		Nombre d'établissements scolaires pour 10.000 habitants			
		Lycées (deuxième cycle)	Lycées	Collèges	Ecoles primaires
Gobindgarh	1979	1,13	1,13	1,13	1,88
	1989	0,75	1,00	0,75	1,99
Patiala (zones urbaines)	1979	0,65	0,95	1,62	2,88
	1989	0,62	0,79	1,36	2,12
Penjab (zones urbaines)	1979	0,40	0,90	0,90	2,90
	1989	-	-	-	-

Tableau 5.3 - Nombre de lits pour 1.000 habitants

	Nombre de lits pour 1.000 habitants		
	1969	1979	1989
Gobindgarh	2,56	1,88	1,24
Patiala (zones urbaines)	4,14	-	3,45
Penjab (zones urbaines)	2,65	2,66	-

⁹ Le nombre d'établissements d'études secondaires pour 10.000 habitants est descendu de 1,13 à 1.

Autres équipements/services

Les autorités locales ont aménagé sept parcs dans différents quartiers et il est question d'en aménager neuf autres. Les autorités locales disposent aussi d'une brigade de sapeurs-pompiers équipée d'une jeep et de deux véhicules de taille moyenne, et d'une équipe professionnelle spécialisée. Il y a trois centres communautaires, un stade couvert et un stade de plein air qui peuvent accueillir respectivement 300 et 5.000 personnes. Il y a aussi un cinéma, trois clubs, un marché aux légumes et une halle aux viandes dans la ville. L'insuffisance de l'équipement hôtelier et de restaurants, en particulier adaptés aux besoins des catégories sociales plus aisées, ressort clairement de la forte demande qui pèse sur les installations existantes.

Planification urbaine et localisation des industries

Aucun effort sérieux n'a été déployé par le gouvernement de l'Etat ou les autorités locales pour planifier la croissance et la structure urbaines. Un Plan-cadre pour la ville a été élaboré pour la période 1983-2003 en vue d'orienter les activités de développement et de planifier l'utilisation des sols mais on l'a utilisé pour le contourner plutôt que pour s'y conformer. En conséquence, la ville donne une impression de croissance chaotique, avec des voies et des routes encombrées et des empiètements multiples. L'utilisation mixte des sols est devenue la norme plutôt que l'exception. Il n'y a pas de séparation entre les zones industrielles et résidentielles, ce qui conduit à de graves problèmes de pollution de l'air et de pollution sonore pour les résidents. Il n'y a pas de places de parking adéquates pour les véhicules personnels et commerciaux, bien que 5.000 camions entrent quotidiennement dans la ville. Un projet visant à créer un grand parking a été abandonné en raison d'une intervention de justice. En conséquence, les camions qui apportent et remportent les divers produits industriels stationnent n'importe où sur la route, ce qui perturbe le mouvement du trafic, et parfois même sur le grand axe routier GT.

Récemment, la Punjab Urban Development Authority (PUDA) a désigné une zone située dans les limites municipales comme point focal du développement industriel et a fourni certains équipements collectifs aux industriels potentiels du secteur secondaire. Mais, malheureusement, bien que 75 % des terrains de cette zone aient été ouverts à la location, il y a encore peu d'unités qui ont trouvé acquéreurs, en raison du climat industriel actuel. L'initiative du PUDA apparaît donc comme une proposition non rentable.

Le gouvernement de l'Etat a donc pris des mesures pour identifier et transférer des unités industrielles, loin des zones résidentielles, conformément aux instructions de la Haute Cour. Quarante unités installées dans des quartiers résidentiels ont été désignées comme devant être fermées ou transférées. Mais, malheureusement, cinq ou six seulement ont été effectivement fermées. Les propriétaires de laminoirs se sont montrés réticents au transfert vers le point focal fourni par le gouvernement ou vers la périphérie de la ville. La fermeture d'une poignée d'unités, mentionnée ci-dessus, a aussi été le fait des industriels qui ont utilisé ces terrains à des fins commerciales et résidentielles afin de bénéficier de leur valorisation élevée.

Recettes et dépenses municipales

La situation financière du conseil municipal de Gobindgarh est considérée comme très bonne, comparée à celle de toutes les autres villes de l'Etat. Ses recettes et dépenses municipales par habitant sont les plus élevées des villes non seulement du Penjab mais aussi du pays tout entier. En fait, le conseil municipal de Gobindgarh a accordé une aide à d'autres conseils municipaux pour l'obtention de prêts ainsi qu'aux Improvement Trusts (Fonds d'amélioration) de l'Etat par le biais du Directorate of Local Bodies (conseil d'administration des autorités locales).

Le revenu par habitant de la ville à la fin des années 1980 était de 680 roupies, ce qui est à peu près trois fois le chiffre de la zone urbaine de Patiala ainsi que de tous les conseils municipaux du Penjab (tableau 5.4). Le taux de croissance du revenu par habitant dans la ville au cours des années 1980 est le plus élevé de l'Etat. En dépit du ralentissement de la croissance démographique et économique, le conseil municipal de Gobindgarh a amélioré sa situation financière par rapport aux autres villes de l'Etat. Ses dépenses par habitant ont été deux fois plus élevées que celles des autorités locales urbaines du Penjab à la fin des années 1970 mais, à la fin des années 1980, elles étaient trois fois plus élevées.

Tableau 5.4 - Recettes et dépenses totales par habitant du conseil municipal de Gobindgarh, des conseils municipaux du district de Patiala et des conseils municipaux du Penjab aux prix actuels

	Recettes par habitant		Dépenses par habitant	
	1978-1979	1988-1989	1978-1979	1988-1989
Gobindgarh, conseil municipal	232,83	679,58	141,19	679,20
Patiala - tous les conseils municipaux	-	246,20	-	241,13
Penjab - tous les conseils municipaux	64,69	228,24	66,71	208,95

Source : Town Directory et District Census Handbook de Patiala, 1991 et 1981.

Une analyse des recettes et des dépenses, à prix constants, de la ville de Gobindgarh au cours de ces 15 dernières années révèle une tendance à la baisse à partir du milieu des années 1980 jusqu'à la fin de la décennie mais un redressement à partir du début des années 1990 (tableau 5.5). La totalité des recettes a diminué de 21,93 millions en 1985-1986 à 19,79 millions en 1989-1990. L'agitation sociopolitique dans l'Etat pourrait en être la cause, en exerçant un effet négatif sur le niveau des industries industrielles et en réduisant les recettes des autorités locales. L'économie semble avoir enregistré un redressement à partir de 1991-1992 et les recettes atteignirent 47,68 millions de roupies en 1995-1996 et chutèrent encore jusqu'à 39,21 millions en 1997-1998. Il y eut encore une reprise à partir de 1998-1999, et les recettes atteignirent 52,47 millions en 2000-2001. En d'autres termes, le revenu total à prix constants a été multiplié par deux fois et demie pendant la période en considération. Le revenu par habitant à prix constants a aussi suivi cette tendance. Il est descendu de 699 roupies au milieu des années 1980 à 535 roupies en 1989-1990 mais s'est ensuite redressé pour atteindre 1.007 roupies au milieu des années 1990, et redescendre à 904 roupies en 2000-2001 (tableau 5.5).

A Gobindgarh, le conseil municipal tire la plupart de ses revenus des recettes fiscales. Une petite contribution a été apportée par d'autres recettes et d'autres sources (tableau 5.6). Les transferts venant du gouvernement de l'Etat sont très limités. Sur l'ensemble des revenus provenant des impôts, l'octroi représente la part la plus importante (tableau 5.7). Bien évidemment, cela s'explique par la concentration des usines du relaminage de l'acier et des relations interindustrielles établies avec les unités situées à l'extérieur de la ville qui conduisent à la vente et à l'achat de produits intermédiaires. On peut faire valoir que le conseil municipal a choisi une solution de facilité en mobilisant des ressources par l'octroi plutôt qu'en s'appuyant sur d'autres sources. Selon les estimations pour l'année 2000-2001, l'octroi a rapporté à la ville de Gobindgarh 122 millions de roupies, ce qui représente une contribution de 67 % de son revenu total. Le chiffre a atteint ce niveau à partir d'un niveau de base de quelque 33,2 millions de roupies en 1991-1992. Le système de collecte de l'octroi a en effet été modifié. Il a été attribué aux parties privées pour un montant fixe par an. Cela a mis un terme à la fraude pratiquée sur une large échelle par les négociants et a augmenté le revenu du conseil municipal. En ce qui concerne la part en pourcentage, le chiffre a

toutefois enregistré une baisse significative de 86 à 67 % au cours de cette période. Cela veut dire que la croissance des revenus provenant de l'octroi a été inférieure à celle d'autres sources.

Les revenus provenant des impôts indirects ont augmenté plus de cinq fois, de 1,82 million en 1991-1992 à 10 millions pendant l'année 2000-2001. Leur part en pourcentage dans les recettes totales s'est donc maintenu presque au même niveau. Par contre, le revenu de l'impôt sur la propriété bâtie a été pratiquement multiplié par 13, passant de 0,90 million en 1991-1992 à 13,2 millions en 2000-2001. Cela s'explique par l'augmentation importante de recettes perçues sur la propriété bâtie au cours de ces dernières années. Les gains provenant de cet impôt étaient demeurés plus ou moins constants en termes financiers jusqu'en 1995. C'est en 1996 qu'une décision politique fut adoptée en vue de réviser les taux d'imposition sur la propriété bâtie en les évaluant désormais en fonction de leur valeur sur le marché plutôt que du montant du loyer. La valeur sur le marché est fondée sur quelques indicateurs mesurables, couramment utilisés dans l'évaluation des propriétés. Le revenu de l'impôt sur la propriété bâtie a donc été multiplié par 10 pour la plupart des résidences, des locaux commerciaux et industriels. Depuis lors, le montant du recouvrement de cet impôt s'accroît chaque année car le conseil municipal peut intégrer un plus grand nombre d'établissements dans le nouveau système de taxation. En outre, la nouvelle politique permet de réviser le taux de l'impôt sur la propriété bâtie tous les cinq ans. On peut toutefois douter que le conseil municipal exercera ce droit dans l'avenir immédiat. Le récent accroissement de l'impôt sur la propriété bâtie ne semble pas constituer un fardeau sur les laminoirs car il ne représente qu'un petit pourcentage de l'ensemble des impôts. Il ressort des discussions avec de nombreux propriétaires de laminoirs qu'ils ne pensent pas que cela affectera leur coût de production ou leur rentabilité de façon significative. Même les propriétaires de résidences et de locaux commerciaux ne vont probablement pas se sentir gênés financièrement car les valeurs de l'immobilier ont augmenté de façon significative au cours de ces dernières années.

Tableau 5.5 - Evolution des recettes et des dépenses du conseil municipal de Gobindgarh

Année	Recettes totales (en millions de roupies)		Recettes par habitant (roupies)		Dépenses totales (en millions de roupies)		Dépenses par habitant (roupies)	
	Prix courants	Prix constants	Prix courants	Prix constants	Prix courants	Prix constants	Prix courants	Prix constants
1985-1986	21,93	21,93	699	699	18,87	18,87	601	601
1986-1987	27,73	25,21	848	771	-	-	-	-
1987-1988	28,06	23,19	823	680	-	-	-	-
1988-1989	27,30	20,53	769	578	22,30	16,77	628	472
1989-1990	28,90	19,80	781	535	-	-	-	-
1990-1991	34,82	21,61	903	561	31,57	19,63	819	509
1991-1992	38,74	22,65	1.005	564	51,05	23,57	1.271	587
1992-1993	46,91	25,35	1.168	606	51,05	27,59	1.220	659
1993-1994	54,62	27,31	1.305	626	54,95	27,47	1.260	630
1994-1995	86,18	41,43	1.976	912	73,55	35,36	1.618	778
1995-1996	107,29	47,68	2.361	1.007	89,61	39,83	1.892	841
1996-1997	115,66	45,30	2.443	918	81,68	31,99	1.655	648
1997-1998	108,11	39,21	2.191	763	140,11	50,82	2.725	989
1998-1999	128,99	43,31	2.509	809	105,67	35,48	1.973	662
1999-2000	155,00	48,17	2.894	863	155,00	48,17	2.777	863
2000-2001	182,27	52,47	3.266	904	181,60	52,27	3.128	900

Source : documents budgétaires de la Municipalité de Gobindgarh.

Les prix constants ont été calculés sur la base d'un taux d'inflation de 10 % jusqu'à la période 1990-1999 et de 8 % pour les années suivantes.

Le Conseil municipal a procédé à des augmentations des redevances payées par les usagers mais elles n'ont pas été très importantes et, en fait, elles n'ont pas suivi le rythme de l'inflation. Le montant total perçu pour les équipements collectifs tels que l'approvisionnement en eau et le système d'égouts a toutefois augmenté considérablement au cours de la période 1991-2001. Les redevances sur l'approvisionnement en eau sont passées de 0,14 million à 3,06 millions et celles sur le système d'égouts ont augmenté de façon significative, passant de 0,07 million à 1,26 million (tableau 5.7). Il ressort des discussions avec les fonctionnaires du conseil municipal ainsi qu'avec un panel d'industriels que la tendance à la hausse de l'impôt sur la propriété bâtie, ainsi que des redevances payées par les usagers sur l'eau et le système d'égouts peut partiellement être attribué au fait que l'administration a utilisé des méthodes de recouvrement plus strictes.

L'accroissement substantiel des recettes totales est venu des postes non traditionnels, dont beaucoup figurent sous l'appellation "autres sources". Ce sont les recettes provenant des "autres sources" qui ont permis au conseil municipal de dépasser les autres conseils de l'Etat et lui ont donné la possibilité d'entreprendre certaines activités de développement pour les résidents. Leur part en pourcentage a augmenté de 4,40 en 1991-1992 à 16,66 en 2000-2001 (tableau 5.7). Une analyse détaillée des revenus provenant de ces postes est proposée au tableau 5.8. La composante la plus importante est la "taxe sur l'électricité", qui représente plus de 80 % de la totalité des revenus. Elle a été introduite en 1994-1995 et sa part dans la totalité des revenus a depuis augmenté régulièrement. La deuxième ressource importante est "la redevance sur le permis de construire". C'est le montant perçu par le conseil municipal pour l'autorisation des "plans de construction" des maisons ou des unités commerciales-industrielles dans le cadre des limites municipales. Son montant a été multiplié par environ 100 au cours de ces dernières années. Le poste "redevance sur les arrêts d'autobus" et les "impôts sur la construction des routes" ont aussi augmenté de plus de 25 fois (tableau 5.8). La part de ces recettes dans la totalité des "autres sources" est toutefois trop faible pour avoir un impact significatif sur le revenu global du conseil municipal.

Le profil des dépenses par habitant est semblable à celui des recettes car les organismes locaux sont obligés d'avoir un budget équilibré. Les dépenses de Gobindgarh par habitant à la fin des années 1980 s'élèvent à 680 roupies, ce qui est nettement supérieur au montant correspondant pour les zones urbaines de Patiala, qui est de 241 roupies et des zones urbaines du Penjab, qui est de 270 roupies par an. Pour tous les conseils municipaux de l'Etat, le montant moyen de dépenses par habitant est encore inférieur, avec 210 roupies. Il convient aussi de noter qu'en dépit du fait que les dépenses par habitants sont très élevées, les dépenses administratives par habitant sont les mêmes que dans les zones urbaines du Penjab. Cela reflète l'efficacité de l'administration et permet au conseil municipal de dépenser des sommes importantes pour l'infrastructure et les services de base, qui représentent 70 % du budget total. Ce qui est important, c'est que la ville dépense six fois autant pour les services municipaux par habitant que la moyenne des centres urbains du Penjab.

On peut donc considérer qu'à Gobindgarh, le conseil municipal a fourni à ses résidents et à ses entrepreneurs un niveau moyen élevé d'équipements collectifs, comparativement avec d'autres villes semblables de l'Etat. Cela est dû évidemment aux revenus élevés de la ville et aux dépenses importantes qui ont été engagées pour les installations municipales, comme il a été souligné ci-dessus. Toutefois, le principal problème de la ville a été sa croissance non planifiée et l'absence d'un plan directeur de développement. On peut faire remarquer que l'administration locale devrait jouer un rôle plus actif en concevant et en mettant en oeuvre un plan d'aménagement et en exécutant les projets d'infrastructure dans le cadre du plan. La mobilisation des ressources à cette fin ne constitue certainement pas un grand problème pour le conseil municipal car il dispose de fondements économiques solides qui lui permettent de percevoir des recettes fiscales et non fiscales importantes. Par ailleurs, les résidents veulent bien accepter une augmentation des impôts pourvu que cela corresponde à une amélioration de la qualité des équipements municipaux.

**Tableau 5.6 - Evolution des recettes et des dépenses du conseil municipal de Gobindgarh
(en millions de roupies), par principaux postes**

	Recettes				Dépenses			
	Fiscales	Non fiscales	Transferts du gouvernement de l'Etat*	Totales	Permanentés	Diverses	Travaux d'aménagement	Totales
1985-1986	20,23	1,68	0,02	21,93	3,58	1,20	14,09	18,87
	(92,25)	(7,64)	(0,11)	(100,00)	(18,98)	(6,38)	(74,64)	(100)
1986-1987	25,65	1,07	1,02	27,73	-	-	-	-
	(92,48)	(4,00)	(3,52)	(100,00)	-	-	-	-
1987-1988	25,37	1,76	0,94	28,06				
	(91,38)	(6,26)	(3,52)	(100,00)	-	-	-	-
1988-1989	24,21	2,30	0,79	27,30	6,00	1,85	14,44	22,30
	(88,69)	(8,41)	(2,90)	(100,00)	(26,92)	(8,31)	(64,77)	(100)
1989-1990	24,69	3,36	0,85	28,90	-	-	-	-
	(85,43)	(11,61)	(2,96)	(100,00)	-	-	-	-
1990-1991	-	-	-	-	-	-	-	-
1991-1992	34,22	2,69	1,83	38,74	8,91	2,15	29,25	40,31
	(88,33)	(6,95)	(4,72)	(100,00)	(22,10)	(5,33)	(72,57)	(100)
1992-1993	40,20	3,65	3,06	46,91	9,71	2,62	38,72	51,05
	(85,70)	(7,79)	(6,51)	(100,00)	(19,02)	(5,13)	(75,85)	(100)
1993-1994	45,02	5,03	4,57	54,62	10,97	2,95	41,02	54,95
	(82,42)	(9,20)	(8,38)	(100,00)	(19,97)	(5,38)	(74,65)	(100)
1994-1995	67,42	15,75	3,02	86,18	14,23	3,70	55,62	73,55
	(78,22)	(18,27)	(3,51)	(100,00)	(19,34)	(5,03)	(75,63)	(100)
1995-1996	69,93	32,96	4,40	107,29	17,35	4,27	68,00	89,61
	(65,18)	(30,71)	(4,11)	(100,00)	(19,36)	(4,76)	(75,88)	(100)

* Les transferts du gouvernement de l'Etat comprennent l'addition des impôts indirects applicables aux alcools.

Les chiffres entre parenthèses indiquent les pourcentages.

**Tableau 5.7 - Revenus détaillés du conseil municipal de Gobindgarh
(en millions de roupies), par principaux postes**

Sl n°	Poste	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000@	2000-2001*
1.	Octroi	33,29	38,95	43,48	66,37	77,42	79,69	73,76	91,03	103,00	122,00
		(85,95)	(83,04)	(79,60)	(77,02)	(72,12)	(68,89)	(68,22)	(70,57)	(66,45)	(66,93)
2.	Impôts indirects	1,83	2,79	4,57	3,02	4,40	4,44	3,45	7,16	10,00	10,00
		(4,71)	(5,95)	(8,37)	(3,50)	(4,10)	(3,83)	(3,18)	(5,55)	(6,45)	(5,48)
3.	Impôts sur la propriété bâtie	0,90	1,22	1,51	1,01	3,49	5,63	6,92	6,90	12,50	13,20
		(2,33)	(2,61)	(2,76)	(1,17)	(3,25)	(4,86)	(6,39)	(5,34)	(8,06)	(7,24)
4.	Approvisionnement en eau	0,14	0,18	0,27	1,12	1,29	1,37	1,07	1,70	2,80	3,06
		(0,36)	(0,37)	(0,50)	(1,30)	(1,20)	(1,18)	(0,99)	(1,31)	(1,80)	(1,68)
5.	Système d'égouts	0,07	0,07	0,004	0,26	0,41	0,41	0,31	0,45	1,20	1,26
		(0,18)	(0,14)	(0,01)	(0,30)	(0,37)	(0,35)	(0,28)	(0,35)	(0,77)	(0,68)
6.	Loyer et tehbazari	0,62	0,60	0,58	0,77	1,38	1,12	1,72	1,48	1,31	1,38
		(1,59)	(1,28)	(1,07)	(0,89)	(1,28)	(0,96)	(1,58)	(1,14)	(0,84)	(0,75)
7.	Autres sources	1,72	1,86	3,20	9,83	18,19	15,12	15,35	14,78	26,40	30,37
		(4,40)	(3,97)	(5,86)	(11,40)	(16,95)	(13,06)	(14,20)	(11,45)	(15,28)	(16,66)
8.	Avances et dépôts	0,39	1,24	1,00	3,80	0,69	7,89	5,54	5,48	0,50	1,00
		(0,98)	(2,63)	(1,83)	(4,41)	(0,64)	(6,81)	(5,12)	(4,24)	(0,32)	(0,54)
	Total	38,95	46,91	54,62	86,18	107,27	115,66	108,11	128,99	155,00	182,27
		(100,00)	(100,00)	(100,00)	(100,00)	(100,00)	(100,00)	(100,00)	(100,00)	(100,00)	(100,00)

Les chiffres entre parenthèses sont exprimés en pourcentage.

@ Chiffres budgétisés.

* Chiffres prévisionnels.

**Tableau 5.8 - Revenus détaillés du conseil municipal de Gobindgarh
(en millions de roupies) provenant d'autres sources**

Poste	1990-1991	1991-1992	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000@	2000-2001*
1. Abonnements de transport	0,004	0,005	0,003	-	0,004	0,003	0,074	0,180	0,200
2. Taxe sur l'électricité	-	-	6,567	11,267	10,459	10,824	10,365	20,000	25,000
3. Taxe publicitaire	0,005	0,004	0,021	0,033	0,118	0,192	0,130	0,150	-
4. Taxe sur les spectacles	0,004	0,009	0,008	0,007	0,007	0,008	0,008	0,010	0,012
5. Taxe sur les alcools, section 121	0,010	0,011	0,012	0,006	0,102	0,205	0,255	0,295	0,350
6. Taxe sur les alcools, section 197	0,005	0,001	0,005	0,002	0,005	0,011	0,002	0,015	0,015
7. Taxe sur les alcools, section 188	0,001	0,002	0,003	0,001	0,003	0,005	0,005	0,010	0,010
8. Taxe sur les fêtes	0,005	0,010	0,005	0,004	0,005	0,007	0,014	0,015	0,018
9. Abattoir	0,002	0,002	0,004	0,003	0,004	0,004	0,004	0,004	0,005
10. Animaux morts	0,100	0,144	0,075	0,043	0,065	0,022	0,021	0,035	0,035
11. Redevance sur les arrêts d'autobus	0,047	0,052	0,137	0,142	0,127	0,120	0,173	0,300	1,100
12. Taxe d'habitation	0,120	0,167	0,567	0,792	0,565	0,479	0,394	0,400	0,400
13. Redevance sur le permis de construire	0,013	0,012	0,080	0,102	0,075	0,075	0,845	0,900	1,250
14. Impôt sur la construction des routes	0,031	0,541	0,571	0,587	0,090	2,537	2,293	0,500	1,000
15. Revenu des intérêts	0,447	0,241	0,312	2,248	3,282	0,316	0,064	0,116	0,150
16. Taxe sur les incendies	-	0,208	0,050	0,001	0,009	0,010	0,049	0,375	0,375
17. Revenus non classifiés	0,099	0,308	1,407	2,947	0,196	0,535	0,084	0,390	0,450
Total des autres sources	0,893	1,717	9,827	18,185	15,116	15,353	14,780	23,695	30,370

@ Chiffres budgétisés.

* Chiffres prévisionnels.

6. Conclusions générales

L'analyse de la croissance phénoménale de l'industrie sidérurgique et des activités connexes à Gobindgarh pendant cinq décennies, jusqu'au début des années 1990, et la stagnation qui a suivi, comme il a été souligné dans les pages précédentes, aident à comprendre les facteurs socio-économiques sur lesquels s'est fondé ce processus. On s'est souvent interrogé sur la question de savoir pourquoi une petite ville, qui n'est pas avantagée par une situation géographique particulière, comme le fait de se trouver au carrefour d'un réseau de transports, ou sur une ligne ferroviaire principale, ou d'être au centre d'un approvisionnement en matières premières, a réussi à attirer le secteur sidérurgique secondaire au point d'être surnommée la "petite cité de l'acier" de l'Inde. Cette question a été posée directement aux propriétaires de laminoirs, aux contremaîtres, aux personnels de surveillance, etc. Il apparaît que des facteurs techniques tels que la qualité du sol ou de l'eau, etc., souvent mentionnés comme étant favorables aux activités de relaminage et de fonderie, pouvaient fournir une explication. Et pourtant, compte tenu des progrès technologiques d'aujourd'hui, des

facteurs naturels ou techniques n'ont pas pu avoir une influence déterminante sur la croissance de cette industrie. La proximité de centres de demande comme Patiala, Jalandhar, Ludhiana, qui possèdent une concentration d'industries mécaniques en ville comme dans leurs périphéries, peut aussi constituer une explication partielle à ce phénomène.

On peut toutefois faire remarquer qu'une fraction seulement de la production globale de Gobindgarh est utilisée dans la région ou dans l'Etat du Penjab. Les centres qui ont besoin de produits finis en acier, avec lesquels les propriétaires de laminoirs et les négociants de Gobindgarh sont en relations d'affaires, se trouvent dans des régions éloignées du pays. L'impulsion initiale du développement résultant des incitations des dirigeants locaux dans les "Etats princiers" pendant la période britannique ne peut être sous-estimée. Mais cela ne peut sûrement pas expliquer la croissance au cours de la période qui a suivi l'indépendance alors que la ville ou le district de Patiala ne disposaient d'aucun privilège particulier de la part du gouvernement de l'Etat ou du gouvernement central. Comment expliquer alors la croissance phénoménale du nombre d'usines de laminage de l'acier et le développement de la capacité des unités existantes au cours des quatre décennies qui ont suivi l'indépendance ?

Indubitablement, l'environnement industriel qui existait dans la ville pour des raisons historiques a beaucoup contribué à attirer des investissements au cours de ces dernières décennies. En dépit de l'inertie du système politique, des retards bureaucratiques, de la corruption qui sévissait, etc., il semble que les entrepreneurs et les fonctionnaires responsables des autorisations et de la réglementation du fonctionnement des unités de la région comprennent et respectent, dans l'ensemble, les règles établies. Les entrepreneurs connaissent bien les réglementations formelles et informelles applicables à l'installation d'une nouvelle unité ainsi qu'à l'expansion de sa capacité, et ces formalités sont surtout confiées à un certain nombre d'intermédiaires. Si les entrepreneurs devaient s'en occuper eux-mêmes, cela serait très coûteux, en particulier pour les petites unités. Le système de sous-traitance confié aux intermédiaires est organisé avec une telle "efficacité" que la plupart des propriétaires de laminoirs choisissent de traiter avec eux plutôt que d'établir des contacts directs avec les fonctionnaires pour obtenir des autorisations gouvernementales, quand c'est nécessaire.

Le système de fonctionnement par des intermédiaires ou des courtiers existe non seulement pour accomplir les formalités qui consistent à mettre en place des unités nouvelles ou à augmenter les capacités, mais aussi pour des opérations de routine, au jour le jour. L'achat de matières premières, le recrutement des ouvriers, la vente de produits finis, par exemple, marchent beaucoup mieux quand des intermédiaires sont associés aux opérations. Même les achats en gros des demi-produits auprès des fabricants primaires, y compris les aciéries intégrées, s'effectuent à travers une chaîne d'agents intermédiaires. C'est aussi le souci d'efficacité qui incite les entrepreneurs de Gobindgarh à impliquer ces agents ou courtiers dans la vente des produits finis.

La disponibilité de crédit dans la ville à un coût raisonnable pour l'achat de facteurs de production ou le financement d'autres dépenses de fonctionnement, ainsi que la réalisation de petits investissements, est rendue possible par un autre mécanisme local qui facilite considérablement le processus de production. Les prêts à court terme sont disponibles à bref délai et à des taux d'intérêt bas sans aucune garantie ou formalité juridique. Il est surprenant que le taux d'intérêt en basse saison soit inférieur à celui qui est pratiqué par les sources institutionnelles. De même, pendant les périodes de demande maximale, les taux sont plus ou moins comparables à ceux qui sont pratiqués par le système bancaire, si l'on tient compte du coût des formalités pour l'obtention des prêts, des visites nombreuses, des délais, des avantages illégaux, etc. Le système de crédit informel fonctionne donc parallèlement au système formel avec un degré d'efficacité semblable ou supérieur. Il est vrai que ce système informel n'est pas ouvert à tous car les prêts ne sont accordés qu'aux personnes qui ont de bons antécédents de crédit ou une réputation bien établie dans la profession. Les crédits sont

généralement accordés sur la base de la recommandation ou de la garantie apportée par des personnes connues. Les castes, les liens communautaires et familiaux jouent souvent un rôle important dans ces affaires. Le fait d'accorder des prêts à une sélection de personnes entourées par un réseau de communication et de parenté réduit naturellement le coût de la transaction et minimise les pratiques frauduleuses. Le fait même que ce système de crédit informel ait survécu à l'épreuve du temps, en dépit de quelques cas de défaut de paiement au cours de ces dernières années, souligne son importance, même en période de mondialisation.

L'argument avancé par plusieurs organismes internationaux, selon lequel le succès de la mondialisation dans un pays moins développé dépend de la rapidité avec laquelle des organismes de marché et des institutions financières modernes peuvent être mis en place et de nouvelles valeurs introduites dans les relations d'affaires, doit être considéré avec un certain degré de scepticisme. En fait, beaucoup des institutions établies en Inde depuis longtemps ont joué un rôle de soutien extrêmement important dans l'organisation de la production et le développement industriel des villes petites et moyennes¹⁰. La mise en place d'un "nouveau système institutionnel fondé sur des valeurs modernes" comme on a essayé de le faire dans certains pays de l'Est asiatique pour le succès du capitalisme peut donc se révéler non seulement coûteuse mais aussi contre-productive.

Il n'y a pas de raison de ne pas recourir à l'information dont disposent les intermédiaires financiers, par le biais du système informel, concernant les emprunteurs potentiels. De même, les pressions sociales qui peuvent s'exercer avec efficacité au sein d'un groupe peuvent conduire au remboursement sans retard des crédits consentis et peuvent vraiment empêcher le défaut de paiement. Toutefois, il est vrai que ce système de crédit informel n'est pas ouvert à tous et fonctionne sur la base du principe d'exclusion. C'est à ce niveau que l'Etat doit intervenir et faire en sorte que ceux qui n'appartiennent à aucun de ces groupes pour lesquels des financements existent par le biais des institutions traditionnelles puissent être introduits dans le système. Les institutions publiques peuvent s'occuper des crédits à accorder à cette partie de la population, y compris aux nouveaux venus.

Un aspect important du système institutionnel informel dans la ville est le partage des risques de la production par un grand nombre d'individus. Dans les "liaisons dangereuses" entre commerçants et prêteurs qui existaient dans le pays au cours de la période coloniale, ou qui existent encore maintenant dans les régions rurales des Etats peu développés tels que le Bihar, l'Uttar Pradesh, l'Orissa, etc., l'intérêt de ces financiers consiste à mener leurs emprunteurs à la faillite. Ce n'est pas le cas à Gobindgarh. Etant donné qu'il n'y a pas de liens étroits entre l'octroi de crédits, le système foncier et la commercialisation des produits, il n'y a pas conflit d'intérêt entre l'entrepreneur et le prêteur. D'ailleurs, l'intérêt de ce dernier consiste plutôt à obtenir les versements des intérêts conjointement avec le remboursement progressif du principal. Il est rare que les financiers agissent en vue de pousser les emprunteurs à faire défaut ou qu'ils souhaitent qu'il leur arrive malheur. C'est parce qu'il sait que la bataille juridique pour récupérer son dû en cas de défaut de paiement risquerait de ne pas être très profitable. En effet, si l'entrepreneur échoue dans ses affaires, il y a un risque que le financier ne récupère pas son argent en raison du caractère informel de l'accord. C'est pourquoi c'est dans l'intérêt à court et à long terme de chacun de faire en sorte que le système fonctionne et que les codes de comportement soient respectés par tous.

Il y a aussi partage des risques entre entrepreneurs et contremaîtres. Ces derniers subiraient des pertes si les coûts de la transformation des matériaux dépassaient le niveau prévu, en raison de circonstances critiques. C'est pourquoi les contremaîtres s'assurent qu'il n'y a pas de problème de main-d'oeuvre, pas de panne de machine, que les pièces sont immédiatement remplacées et assurent un approvisionnement continu en matières premières. On observe que la plupart des contremaîtres

¹⁰ Voir Bhalla et Kundu (1984) et Kundu (1995).

sont assez à l'aise financièrement et acceptent de partager les risques de l'entreprise. Beaucoup d'entre eux préfèrent obtenir une part des profits plutôt que de recevoir un salaire fixe. En fait, dans certaines circonstances, les contremaîtres doivent subir des pertes en raison de problèmes affectant le processus de production. Quand les coûts augmentent plus que le montant mutuellement consenti ou le prix qui prévaut sur le marché, un mécanisme de répartition des déficits est mis en place. En général, il est tout à fait raisonnable et acceptable pour les deux parties. Le système du partage des risques attire donc d'autres entrepreneurs et, de ce fait, contribue à l'efficacité du système de production.

La répartition du travail et la mise en commun par les ouvriers attachés à un *thekedar* des recettes, qui sont ensuite partagées en parts égales entre eux à la fin de la semaine, sont des mécanismes qui ont aussi leur importance car ils permettent de partager les risques au bas de l'échelle. Les rémunérations reçues par un travailleur occasionnel ne dépendent donc pas du volume de travail accompli par un individu mais sont fondées sur le niveau moyen de travail réalisé par l'ensemble du groupe. Cela ressemble au système d'agriculture collective fondé sur les communes, introduit en Chine dans la première phase du régime communiste. Malheureusement, le système fut compromis du fait que les fermiers perdirent leur motivation et que la supervision devint extrêmement difficile. Pourtant, aucun problème majeur n'a été rencontré dans le système *thekedari* à Gobindgarh en dépit de l'absence de cadre juridique ou de soutien administratif. Il est vraiment impressionnant d'observer comment des groupes de travailleurs illettrés parviennent à comptabiliser les revenus et leur répartition et à prendre les décisions concernant l'acceptation ou l'exclusion de leurs membres.

Le véritable sujet de préoccupation tient toutefois aux conditions d'emploi des ouvriers qualifiés et non qualifiés qui travaillent pour des chefs d'équipe. Le système de sous-traitance aux intermédiaires - du propriétaire du laminoir aux contremaîtres et des contremaîtres aux surveillants - réduit-il le montant des rémunérations de la classe ouvrière ? A-t-il pour conséquence une plus grande vulnérabilité et précarité ? Entraîne-t-il un surcroît de danger au travail, plus de risques d'accident et l'absence ou le faible niveau du dédommagement en cas d'accident ? L'analyse menée dans la présente étude indique que la situation est vraiment extrêmement préoccupante dans tous ces domaines.

Bibliographie

Bhalla, G.S. et Kundu, A. (1984): "Small and Intermediate Towns in National Economic Development - The case of Batala and Moga" in O.P. Mathur (dir. publ.): *Small Cities and National Development*, United Nations Centre for Regional Development, Nagoya.

Expert Group of Commercialisation of Infrastructure (1996): *The India Infrastructure Report: Policy Imperatives for Growth and Welfare*, Ministry of Finance, Government of India, New Delhi.

Krishan, Gopal (1998): "Demographic Change" in J.S. Grewal et Indu Banga (dir. publ.), *Punjab in Prosperity and Violence: Administration, Politics and Social Change, 1947-1997*, K.K. Publishers, Chandigarh.

Kundu, A. (2000): "Empowerment of Urban Local Bodies in India: A Search without A Perspective", *Spatio-Economic Development Records*, 6(6).

----- (1995): "Industrial Development, Its Dispersal and Integration of Medium Sized Towns in the National Economy: The Case of Tiruchengodu in Tamil Nadu", *Indian Journal of Industrial Relations*, 29(3), New Delhi.

----- (1992): *Urban Development and Urban Research in India*, Khamma Publications, New Delhi.

----- (1983): "Theories of City Size Distribution and the Indian Urban Structure - A Reappraisal", *Economic and Political Weekly*, Juillet.

----- (1982): "Role of Small and Intermediate Towns in India's Regional Development" in O.P. Mathur (dir. publ.): *Small Cities and National Development*, United Nations Centre for Regional Development, Nagoya.

Kundu, A. *et al.* (1999): "Regional Distribution of Infrastructure and Basic Amenities in Urban India", *Economic and Political Weekly*, 34(28).

Nagraj, K. (1987): "Urbanisation in Tamil Nadu, Karnataka and Andhra Pradesh" in Alam, S. Manzoor and Alikhan, F. (dir. publ.), *Perspectives in Urbanisation and Migration - India and USSR*, Allied Publishers, New Delhi.

National Commission on Urbanisation (1988): *Report*, vol. II, Government of India, New Delhi.

Research and Training Unit, Town and Country Planning Organisation (1996): *Management and Development of Small and Medium Towns: A Case Study of Khanna and Gobindgarh*, Ministry of Urban Affairs & Employment, Government of India, New Delhi.

World Bank (1995): *India Transport Sector: Long Term Issues*, Report No 13192-IN, Washington, D.C.

----- (1998): *Reducing Poverty in India: Options for More Effective Public Services*, World Bank, Washington, D.C.

Les documents de travail MOST

La collection des Documents de travail du programme MOST présente des contributions émanant de chercheurs spécialisés dans les domaines de recherche de MOST. Ces écrits sont préparés afin de contribuer au débat scientifique international dans ces domaines.

Titres disponibles (juin 2002)

1. *Les sociétés pluriculturelles et pluriethniques*; Henri Giordan, 1994. F/A/E
2. *Ville et gestion des transformations sociales*. Céline Sachs-Jeantet, 1994. F/A/E
3. *Différenciation des régimes de croissance et des gestions de la reproduction sociale*. Pascal Byé, 1994. F/A/E
4. *La recherche urbaine en Amérique latine. Vers un programme de recherche*. Licia Valladares, Magda Prates Coelho, 1995. F/A/E
5. *La gestion du multiculturalisme et du multi-ethnisme en Amérique latine*. Diego A. Iturralde, 1995. F/A/E
6. *Lo global, lo local, lo híbrido*. Heinz R. Sonntag, Nelly Arenas, 1995 (en espagnol seulement)
7. *Reflections on the challenges confronting post-apartheid South Africa*. B.M. Magubane, 1995 (en anglais seulement)
8. *La gestion locale et régionale des transformations économiques, technologiques et environnementales*. S. Jentoft, N. Aarsaether, A. Hallenstvedt, 1995. F/A/E/R
9. *Des partenariats dans nos villes pour l'innovation urbaine*. Francis Godard, 1996. F/A
10. *Diversité : bonne et mauvaise gestion. Le cas des conflits ethniques et de l'édification de l'Etat dans le monde arabe*. Saad Eddin Ibrahim, 1996. F/A
11. *Urbanisation et recherche urbaine dans le monde arabe*. Mostafa Kharoufi, 1996. F/A
12. *Public policy and ethnic conflict*. Ralph R. Premdas, 1997 (en anglais seulement)
13. *Some thematic and strategic priorities for developing research on multi-ethnic and multi-cultural societies*. Juan Diez Medrano, 1996 (en anglais seulement)
14. *La technologie de l'information au service de l'Organisation : Une véritable mutation sociale aux Etats-Unis*. Thomas R. Gullledge, Ruth A. Haszko, 1997. F/A/E
15. *Global transformations and coping strategies: a research agenda for the MOST programme*. Carlos R.S. Milani, Ali M.K. Dehlavi, 1996 (en anglais seulement)
16. *The new social morphology of cities*. Guido Martinotti, 1996 (en anglais seulement)
17. *Societies at risk? The Caribbean and global change*. Norman Girvan, 1997 (en anglais seulement)

18. ***La reproduction des programmes sociaux : approches, stratégies et problèmes conceptuels.*** Nico van Oudenhoven, Rekha Wazie, 1997. F/A
19. ***VIH/sida et entreprise en Afrique : une réponse sociomédicale à l'impact économique ? L'exemple de la Côte d'Ivoire.*** Laurent Aventin, Pierre Huard, 1997. F/A
20. ***Le développement humain : problématiques et fondements d'une politique économique.*** Siméon Fongang, 1997. F/A/E
21. ***Condition salariale et intervention de l'Etat à l'heure de la globalisation : l'Argentine dans le Mercosur.*** Susana Peñalva, 1997. F/A/E
22. ***Les mouvements d'argent et le trafic de drogue dans le bassin amazonien.*** Lia Osório Machado, 1998. F/A/E
23. ***Cities unbound: the intercity network in the Asia-Pacific Region.*** John Friedmann, 1998 (en anglais seulement)
24. ***Género y nación en el Mercosur.*** Elizabeth Jelin, Teresa Valdés, Line Bareiro, 1998. E/A
25. ***Chile y Mercosur: ¿Hasta dónde queremos integrarnos?*** Carolina Stefoni E., Claudio Fuentes S., 1998. E/A
26. ***La producción mediática de nacionalidad en la frontera. Un estudio de caso en Posadas (Argentina) - Encarnación (Paraguay).*** Alejandro Grimson, 1998. E/A
27. ***Globalización, regiones y fronteras.*** Robert Abínzano, 1998. E/A
28. ***Una navegación incierta: Mercosur en Internet.*** Anibal Ford, 1998. E/A
29. ***Los historiados y la producción de fronteras: El caso de la provincia de Misiones (Argentina).*** Héctor Eduardo Jaquet, 1998. E/A
30. ***Democratic governance in multicultural societies.*** Matthias Koenig. 1999. F/A/E
31. ***Aspectos culturales de las migraciones en el Mercosur.*** Fernando Calderón, Alicia Szmukler, 1999 (en espagnol seulement)
32. ***The participatory city: innovations in the European Union.*** Voula Mega, 1998 (en anglais seulement)
33. ***Gestion urbaine et participation des habitants : quels enjeux, quels résultats ? Le cas de Yeumbeul, Sénégal.*** Sylvaine Bulle, 1999
34. ***Cannabis in Lesotho: a preliminary survey.*** Laurent Lanier, 1999 (en anglais seulement)
35. ***Violence related to illegal drugs, easy money and justice in Brazil : 1980-1995.*** Alba Zaluar, 1999. (en anglais seulement)
36. ***Drug trafficking in Mexico: a first general assessment.*** Luis Astorga, 1999 (en anglais seulement)

37. ***Les discours techniques et savants de la ville dans la politique urbaine.*** H. Rivière d'Arc, J. Bitoun, M. S. Martins Bresciani, H. Caride, D. Hiernaux, A. Novick, S. Jatahy Pesavento, 1999
38. ***Socio-economic transformations and the drug scene in India.*** Gabriel Britto, Molly Charles, 1999 (à paraître)
39. ***Geography of illicit drugs in the city of Sao Paulo.*** G. Mingardi, 1999 (en anglais seulement)
40. ***La démarche comparative en sciences sociales. Esquisse pour un débat sur la méthode et les objectifs à partir de trois projets MOST menés au sein d'un réseau international de chercheurs.*** Cynthia Ghorra-Gobin, 1999
41. ***Scientific diasporas: a new approach to the brain drain.*** Jean-Baptiste Meyer, Mercy Brown, 1999 (en anglais seulement)
42. ***Science, economics and democracy: selected issues.*** Dominique Foray, Ali Kazancigil, 1999 (en anglais seulement)
43. ***Impact économique et social de la culture du pavot sur la communauté des Yanacónas au sein du Massif colombien.*** Thierry Colombié, 1999
44. ***The relationship between research and drug policy in the United States.*** Laurent Laniel, 1999 (en anglais seulement)
45. ***Coping with global economic, technological and environmental transformations: towards a research agenda.*** Yoginder K. Alagh, 2000 (en anglais seulement)
46. ***ONG, gouvernance et développement dans le monde arabe.*** Sarah Ben Néfissa, 2000. A/F
47. ***El Crepúsculo del estado-nación: una interpretación histórica en el contexto de la globalización.*** Ariel Français, 2000 (en espagnol seulement)
48. ***Urban development, infrastructure financing and emerging system of governance in India: a perspective.*** Amitabh Kundu, 2000 (en anglais seulement)
49. ***Quelques aspects du développement économique, social et politique aux îles du Cap-Vert (1975-1999).*** Elisa Andrade, 2000 (en français seulement)
50. ***Managing cultural, ethnic and religious diversities on local, state and international levels in Central Europe: the case of Slovakia.*** Dov Ronen, 2001 (en anglais seulement)
51. ***Keeping away from the Leviathan: the case of the Swedish Forest Commons.*** Lars Carlsson, 2001 (en anglais seulement)
52. ***The Logic of Globalisation: Tensions and Governability in Contemporary society.*** Gilberto Dupas, 2001 (en anglais seulement)
53. ***NGOs, Governance and Development in Latin America and the Caribbean.*** Jorge Balbis, 2001. A/E
54. ***Les projets de développement en milieu urbain : le quartier, l'état et les ONG. Evaluation finale du projet villes.*** F/A

55. ***Coping under Stress in Fisheries Communities.*** Unnur Dis Skaptadottir, Jogvan Morkore, Larissa Riabova, 2001 (en anglais seulement) (en préparation)
56. ***Governance, Civil Society and NGOs in Mozambique.*** Stefano Belluci, 2001 (en anglais seulement) (en préparation)
52. ***The Logic of Globalisation: Tensions and Governability in Contemporary society.*** Gilberto Dupas, 2001. (en anglais seulement)
53. ***NGOs, Governance and Development in Latin America and the Caribbean.*** Jorge Balbis, 2001. (en anglais seulement)
54. ***Les projets de développement en milieu urbain : le quartier, l'état et les ONG.*** Denis Merklen, 2001. F/A
55. ***Coping under Stress in Fisheries Communities.*** Unnur Dis Skaptadottir, Jogvan Morkore, Larissa Riabova, 2001. (en anglais seulement ; sous impression)
56. ***Governance, Civil Society and NGOs in Mozambique.*** Stefano Belluci, 2001. (en anglais seulement)
57. ***Industrial growth in small and medium towns and their vertical integration: The case of Gobindgarh, Punjab, India.*** Amitabh Kundu and Sutinder Bhatia, 2001. (en anglais seulement)
58. ***Centro y regiones en México ante la gobernabilidad democrática local.*** Jaime Prciado Coronado, 2002. (en espagnol seulement)
59. ***Democratising Global Governance: The challenges of the World Social Forum.*** Francesca Beausang. 2002. (en anglais seulement)
60. ***Gobernanza y gobernabilidad democraticas en Mexico.*** Mesa Redonda. 2002. (en espagnol seulement)
61. ***La question bamiléké pendant l'ouverture démocratique au Cameroun : retour d'un débat occulté.*** Dieudonné Zognong. 2002.

F = Français; A = Anglais; E = Espagnol; R = Russe

Les publications MOST sont également disponibles en format électronique au Site Web du « Clearing House » de MOST: www.unesco.org/most